

l'Anticapitaliste

N°58 | OCTOBRE 2014 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



AMÉRIQUE LATINE : LES GOUVERNEMENTS « PROGRESSISTES » À BOUT DE SOUFFLE



SITUATION NATIONALE
UN PAYS QUI S'ENFONCE DANS LA
CRISE SOCIALE ET POLITIQUE



1914-1918
LES FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE DE
LA PREMIÈRE ANNÉE DE GUERRE



HOMOSEXUALITÉ DES BOBOS,
HOMOPHOBIE DES PROLOS ?

EDITORIAL

Julien Salingue Non à l'expédition militaire en Irak ! **P3**

ACTU

François Sabado
Situation nationale Un pays qui s'enfoncé dans la crise sociale et politique **P4**
Yann Cézard Où va Mélenchon ? **P7**

DOSSIER

Jean-Philippe Divès
Amérique latine Les gouvernements « progressistes » à bout de souffle **P9**
Claudio Katz, Henri Wilno Nuages sur l'économie latino-américaine **P10**
Pedro Huaracaya Venezuela Les successeurs de Chávez contre les travailleurs **P12**
Jean-Philippe Divès Equateur Derrière le mythe de la « révolution citoyenne » **P14**
Daniela Cobet Brésil Mythes et réalités du Brésil de Lula et Dilma **P16**
Marcelo N. Argentine Fin de règne pour le kirchnérisme **P18**
Virginia de la Siega Bolivie Vers un troisième mandat d'Evo Morales ? **P20**

REPERES

Patrick Le Moal
1914-1918 Les fusillés pour l'exemple de la première année de guerre **P23**

EN ACTIONS

Ornella Chesnutt A La Poste, des grèves qui gagnent **P27**

EN DEBATS

Gaël Klement Homosexualité des bobos, homophobie des prolos ? **P29**

EN LECTURES

Michael Löwy Une analyse de la droitisation du champ politique **P35**

FOCUS

Léon Crémieux Air France Une victoire gênante pour Gattaz et Valls **P36**

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail: <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction: contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Illustration couverture : Nicolas Maduro et Evo Morales. DR.

Non à l'expédition militaire en Irak !

PAR JULIEN SALINGUE

Le gouvernement français a donc décidé de prendre part à la campagne de bombardements menée en Irak par l'armée états-unienne, au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Une énième expédition – Obama est le quatrième président états-unien consécutif à déclencher une guerre en Irak – qui, on le sait déjà, ne fera qu'ajouter de la guerre à la guerre, de la violence à la violence, et qui accélèrera le basculement du Moyen-Orient dans le chaos.

Les soulèvements arabes de l'hiver 2010-2011 ont marqué l'entrée du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord dans une nouvelle ère, au terme de quatre décennies de consolidation autoritaire et de glaciation sociale et politique. Les chutes de Ben Ali, Mubarak, Kadhafi, les mobilisations au Yémen, en Syrie, au Bahreïn, etc., sont en effet les expressions les plus visibles de la déstabilisation d'un dispositif de contrôle des populations et des richesses par l'entremise de régimes dictatoriaux, corrompus et serviles à l'égard des grandes puissances. C'est contre ce dispositif et ses conséquences économiques, sociales et politiques, à savoir le détournement des richesses par les dictatures, l'immense pauvreté des populations et l'absence de libertés, que les peuples se sont soulevés. Et c'est parce que les racines de ces soulèvements sont profondes qu'aucune « re-stabilisation » n'est possible aujourd'hui, même par une démocratisation partielle des institutions : les revendications économiques et sociales demeurent, et la brèche qui s'est ouverte à l'hiver 2010-2011 est loin d'être refermée.

LA CONTRE-RÉVOLUTION À L'ŒUVRE

Et pourtant, la contre-révolution est à l'œuvre, conduite par deux principaux acteurs : les régimes et les principaux courants de l'intégrisme islamique. Alors que les régimes, à l'instar de la Syrie d'Assad ou de l'état-major de l'armée égyptienne, tentent par tous les moyens de garder le contrôle de l'appareil d'État, l'intégrisme islamique, Frères Musulmans en tête, tente de s'appuyer sur les soulèvements pour obtenir davantage de pouvoir politique et économique, sans toutefois proposer de réformes pouvant répondre aux aspirations populaires.

Ces deux forces contre-révolutionnaires peuvent, selon les situations nationales, s'affronter ou se compléter, mais dans tous les cas leur objectif est, fondamentalement, le même : stopper les processus révolutionnaires, soit par une brutale répression, soit par leur instrumentalisation et canalisation. Mais l'instabilité qui se maintient et s'étend, notamment au Moyen-Orient, démontre que si la contre-révolution a aujourd'hui le vent en poupe, elle est loin de pouvoir ramener le calme. Au grand dam des pays impérialistes. Ceux-ci, Etats-Unis en tête, sont

en effet largement spectateurs de processus sur lesquels ils n'exercent pas, ou presque pas, d'influence. La déstabilisation à l'œuvre qui, dans certains pays comme la Libye, l'Irak ou la Syrie, se traduit par une décomposition des Etats et de leurs appareils, participe en effet de la perte d'hégémonie US dans la région, produit de la réorganisation des rapports de forces au sein du système capitaliste en crise et de la double défaite politique et militaire des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak.

CONTRE LA GUERRE, SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES EN LUTTE !

Face à la fragilisation des régimes alliés des Occidentaux et à l'émergence de forces incontrôlables comme l'Etat Islamique, produit de la décomposition des appareils étatiques, des rivalités entre forces contre-révolutionnaires et d'une radicalisation due à la violence de la répression, qu'elle soit le fait des régimes ou des armées occidentales, les pays impérialistes sont aux abois. Leur absence de stratégie pour rétablir l'ordre dans une région aux enjeux géostratégiques majeurs est visible : bombarder Assad ou ses adversaires ? Soutenir certains groupes armés intégristes ou les combattre ? Accepter des sécessions et des déplacements de frontières ou s'y opposer ? Etc.

La nouvelle expédition en Irak (et en Syrie, pour les Etats-Unis) est davantage le révélateur du déficit de stratégie des pays impérialistes que d'une quelconque vision à moyen ou long terme. Et une fois de plus, ce sont les peuples qui vont trinquer : l'histoire récente des guerres dans la région démontre en effet qu'elles n'ont apporté que davantage de chaos et fait le jeu des forces les plus réactionnaires, avides de transformer des conflits politiques et sociaux en « guerre de civilisation ». Alors, disons-le : la France et les pays occidentaux doivent immédiatement cesser leurs interventions militaires, directes et indirectes, dans la région. Notre opposition à cette guerre doit se doubler d'une solidarité sans faille avec les populations en lutte et leurs revendications, ainsi qu'avec toutes les organisations qui les portent et qui combattent, hors de l'agenda impérialiste, les forces contre-révolutionnaires. □

Les présidents de la Bolivie, de l'Uruguay, du Brésil, de l'Argentine et de l'Equateur (de gauche à droite) lors d'un sommet du Mercosur, en juillet 2013. DR.



Rafale français en action. DR.



SITUATION NATIONALE

Un pays qui s'enfoncé dans la crise sociale et politique

PAR FRANÇOIS SABADO

Le deuxième gouvernement Valls a obtenu la « confiance » de l'assemblée nationale, mais sans majorité absolue. Une cinquantaine de députés PS, verts et radicaux se sont abstenus. Onze députés du Front de gauche ont voté contre. Depuis 50 ans, aucun vote de confiance n'avait donné lieu qu'à une majorité relative. Ce gouvernement est en sursis.

La récession voire la déflation pèse sur l'activité économique. Le chômage avoisine les 6 millions de personnes et la pauvreté en touche près de 9 millions. Le pouvoir d'achat de millions de salariés recule sous les effets du blocage des salaires et de l'augmentation des impôts pour la majorité des foyers imposables. L'Europe comme le pays s'enfoncent dans la crise économique.

Cette situation provoque aujourd'hui aujourd'hui, dans des dizaines de quartiers populaires, des processus de décomposition sociale. La réponse de l'équipe au pouvoir à ces convulsions, c'est l'approfondissement du cours néolibéral et la préparation d'une politique autoritaire. Ce gouvernement est l'expression politique d'une alliance directe avec le patronat dans le cadre du « pacte de responsabilité ».

En un mois, depuis l'annonce de sa composition, les mesures décidées comme les déclarations de ministres, témoignent de cette orientation : abandon de l'encadrement des loyers mis en place par la loi Duflot, déréglementation du travail, libéralisation du travail le dimanche, suppression des seuils sociaux et de la représentation syndicale dans les petites entreprises, renforcement du contrôle des chômeurs. Tout cela prolongeant la clameur de Valls devant un parterre de patrons au Medef : « j'aime l'entreprise. » Cette austérité est sans précédent car à la différence des politiques de la fin des années 1970 ou des années 1980, l'offensive néolibérale actuelle vise à détruire ce qui reste d'acquis ou de conquêtes sociales arrachées depuis 1944-45.

Dans la compétition mondiale qui fait rage entre les Etats-Unis, les pays dits émergents dont la Chine et le « noyau dur » de l'Europe, les classes dominantes européennes et la bourgeoisie

française ont décidé de casser le « modèle social européen » ou ce qu'il en reste : l'objectif est de baisser les salaires entre 20 et 30 % comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Cela passe par le blocage ou la diminution des salaires, mais aussi par l'allongement du temps de travail. Le ministre-banquier, Macron, a déjà déclaré que des accords d'entreprise devraient remettre en cause les 35 heures. L'agenda social du patronat et du gouvernement est de poursuivre le démantèlement de la sécurité sociale, de faire exploser les conventions collectives et le code du travail en donnant la primauté aux accords d'entreprises et de réduire les services publics, notamment dans les collectivités locales et territoriales. Jusqu'à cette étape, la réalité de l'économie et de la société française – de la cinquième puissance mondiale – avait amorti le choc des contre-réformes en comparaison avec la situation des pays d'Europe du Sud, mais les exigences du patronat comme les choix actuels du gouvernement indiquent qu'ils vont passer à la vitesse supérieure.

UNE CRISE POLITIQUE OUVERTE

La source de la crise politique, c'est ce changement historique mené par les gouvernements successifs qui ont détruit brutalement les conditions de travail et de vie de millions de gens. Comme l'indique le *constitutionnaliste* Dominique Rousseau, « on invoque toujours le bouclier institutionnel. Mais il risque de ne plus fonctionner, menacé par plusieurs crises – économique, sociale, morale et politique – qui se cumulent et ont croisé une fracture profonde entre gouvernants et gouvernés. La panne de l'ordre institutionnel, la décomposition du système politique sont les symptômes de cette crise général de l'ordre social. »

L'effet corrosif de la crise économique vis-à-vis des institutions et de l'Etat est

aussi fort que celui de l'instabilité politique de l'après-guerre et de la décolonisation en 1958. La crise de représentation éclate au grand jour. La base sociale et politique du gouvernement est des plus rétrécie. La politique de Hollande et Valls est minoritaire dans le pays, dans la gauche et dans le Parti socialiste. Les institutions de la V^e République permettent encore à François Hollande de gouverner, mais elles ne masquent plus la réalité des rapports de forces réels dans le pays. L'hypothèse d'un gouvernement qui se retrouverait minoritaire à l'assemblée nationale ne peut plus être écartée. A partir de là, deux hypothèses sont possibles : un nouveau gouvernement socialiste dont le centre de gravité tournerait autour de personnalités comme Aubry, Cambadélis ou Bartolone, et la dissolution de l'Assemblée nationale. La menace d'une dissolution peut contraindre les députés socialistes à s'aligner, d'autant que dans la situation actuelle de nouvelles élections consacraient, très certainement, une large victoire de la droite et de l'extrême droite et un processus de dislocation du PS. Mais les députés socialistes savent aussi que Hollande et Valls les entraînent vers l'abîme. La confiance a été votée, mais jusqu'à quand une telle situation peut-elle tenir ?

LES DIVISIONS DE LA DROITE ET LA PRESSION DU FRONT NATIONAL

La crise politique s'accompagne d'une poussée du Front national qui se fait sentir dans la vie politique mais aussi dans la société. Les sondages sont à relativiser, surtout plus de deux ans avant l'élection présidentielle, mais pour la première fois Marine Le Pen est donnée en tête au premier tour, avec près de 27 %, alors que le candidat du PS ne parviendrait pas au deuxième tour.

Paradoxalement, cette nouvelle percée du FN contribue à créer les conditions d'une division de la droite qui pourrait amortir la descente aux enfers du PS ; division dans un dégradé de positions entre un courant autoritaire populiste, essayant de contenir l'extrême droite en reprenant une partie de sa politique – incarné par Sarkozy –, et une alliance de la droite et des « centres » – représentée par Juppé – s'orientant vers une politique d'union nationale sous la houlette de l'Union européenne et de la coalition allemande CDU-SPD.

Nous n'en sommes pas là. Les institutions et le mode de représentation empêchent à ce jour la formation de coalition d'union nationale. Mais là aussi, des modifications de scrutin, notamment en instillant de la proportionnelle, pourraient ouvrir la voie d'une telle solution. En attendant, les divisions de la droite continuent à la miner.

LE SPECTRE DE L'EFFONDREMENT ET DE L'ÉCLATEMENT DU PS

Mais une question se pose : pourquoi une telle brutalité dans les choix de Hollande et la politique de Valls ? La trajectoire « sociale-libérale » du Parti socialiste n'est pas nouvelle. Son intégration dans les sommets de l'Etat et du capital financier est avérée depuis plusieurs années. Son processus de transformation de parti social-démocrate en une sorte de « parti démocrate à l'américaine » est bien avancé. Mais cela ne suffit pas à Valls, pour qui le PS reste « trop à gauche ». Les quelques traces de son histoire qui travaillent les contradictions de ce parti doivent être éliminées. Rappelons-nous les déclarations de Valls, il y a quelques années, en faveur de l'abandon du nom « socialiste ». Qui peut dire, alors, ce que sera la situation du PS dans les semaines ou les mois qui viennent ? Jusqu'à maintenant, un processus comparable à celui du PASOK – le Mouvement socialiste panhellénique, qui s'est effondré – semblait exclu, mais les choix de l'équipe Hollande-Valls peuvent provoquer un

écroulement de ce PS.

A ce stade, les fragmentations ne débouchent pas sur des courants de gauche. Une des variantes à envisager face à l'échec de Hollande-Valls serait une réorganisation de l'appareil socialiste, avec Martine Aubry ou d'autres qui se profilent comme étant « plus à gauche » que la direction actuelle. Mais tous, jusqu'à ce jour, ont accepté les politiques d'austérité. D'ailleurs, les « frondeurs » divers et variés ont tous soutenu – voire participé – au gouvernement qui a adopté la ligne du « pacte de responsabilité », cet accord scélérat avec le patronat. Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, avait occupé les avant-postes dans cette politique. Il n'empêche qu'une telle crise provoque des tensions, des questionnements, des possibilités de dialogue avec des militants socialistes qu'il faut suivre précisément.

ET LE FRONT DE GAUCHE ?

Cette crise politique gouvernementale risque aussi d'accélérer les tensions et

Front de gauche et « frondeurs » à la Fête de l'Humanité 2014. Photothèque rouge/JMB.



les fractures au sein du Front de gauche. La formule initiale du Front de gauche est « caduque ». Un coup terrible lui a été porté par le choix des dirigeants du PCF de s'allier, lors des élections municipales de mars 2014, dans les principales villes avec le Parti socialiste. Le PCF cherche éperdument à reconstruire une nouvelle union de la gauche avec les « frondeurs », les ex-ministres... et, pourquoi pas demain, Martine Aubry ? Quant à Jean Luc Mélenchon il vient de démissionner de la direction du Parti de gauche pour jeter les jalons d'un mouvement pour la VI^e République... autour d'un projet qui ressemble déjà à une future candidature pour la prochaine élection en 2017. Comment prétendre lutter pour la démocratie et regrouper autour d'un projet personnel ? La crise de représentation politique peut réserver des surprises, mais si Chavez a eu un rôle progressiste contre l'impérialisme américain dans les conditions historiques spécifiques de l'Amérique latine, un projet de type « chaviste » peut-il constituer, dans l'Europe de ce début de XXI^e siècle, une réponse à la crise ?

DES PISTES POUR UN PROGRAMME D'URGENCE SOCIAL ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

Dans ce décalage entre la réalité du pouvoir et celle des rapports de forces sociaux réels, les tensions sociales et politiques ne peuvent que s'exacerber et une explosion sociale ou démocratique peut survenir à n'importe quel moment et sur n'importe quelle question. Les manifestations racistes ou réactionnaires ne sont pas non plus à écarter. Lorsque les classes dominantes et les appareils traditionnels ne peuvent plus régler les problèmes brûlants de la situation par les méthodes parlementaires, alors c'est l'irruption des jeunes, des classes populaires qui est à l'ordre du jour.

La question sociale reste au centre de la situation politique. Toute la politique économique et sociale du gouvernement doit être rejetée, en commençant par le « pacte de responsabilité » et le budget qui met en application les cadeaux au patronat et les attaques contre les services publics et la sécurité sociale. La crise est telle que ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas un replâ-

trage ou un saupoudrage du pacte de solidarité avec le Medef, mais un programme d'urgence au service des travailleurs et travailleuses ainsi que du plus grand nombre : interdiction des licenciements, augmentation du Smic et des salaires, création massive d'emplois publics, défense des 35 heures et réduction du temps de travail, défense de la sécurité sociale, nationalisation des secteurs clés de l'économie sous contrôle des salariés, planification socio-écologique, annulation de la dette illégitime, rupture avec les traités européens. Cela doit s'accompagner d'une préparation pour une confrontation avec les marchés financiers et l'Union européenne.

La crise politique exige aussi des réponses démocratiques radicales. Pour dénouer cette crise politique, il faut donner la parole au peuple, mais la question n'est pas de remplacer une majorité par une autre dans le cadre des mêmes institutions et des mêmes politiques d'austérité engagées par la droite ou la gauche dite traditionnelle. Il faut un grand chambardement institutionnel : un démantèlement des institutions de la V^e République, en finir avec l'élection d'un président de la République, comme avec le mode de scrutin majoritaire à deux tours. Plus largement, la crise actuelle de représentation politique exige la rupture avec les institutions actuelles et l'ouverture d'un processus constituant qui mette au centre la « démocratie réelle » : des assemblées élues au suffrage universel de la commune au niveau national, qui décident de toutes les questions politiques, sociales et économiques. Les marchés capitalistes ne doivent plus primer sur la démocratie. C'est au peuple et à ses représentants de décider, pas aux banquiers et capitaines d'industrie ! C'est ce que les anticapitalistes défendraient dans un tel processus. Cette nouvelle démocratie doit aussi s'accompagner d'une représentation proportionnelle de tous les courants et positions politiques. Un processus de déprofessionnalisation de la politique doit être engagé. Les revenus des élus ne doivent pas dépasser le salaire moyen du pays. Le cumul des mandats doit être exclu. Les citoyens doivent être régulièrement consultés, au niveau où les décisions sont prises, dans des assemblées ou par référendum. Bref, « une démocratie du peuple par le peuple et pour le peuple ». La jeunesse et les travailleurs doivent

préparer le renversement de ce gouvernement par leurs propres méthodes de lutte. De nouvelles générations, comme celles apparues lors des grèves à la SNCF, montrent que les salariés, lorsque les conditions pour la lutte sont réunies, résistent aux attaques gouvernementales et patronales, même s'il peut y avoir un décalage substantiel entre la combativité et une conscience politique anticapitaliste. Les manifestations contre l'agression israélienne à Gaza témoignent aussi de la mobilisation d'un secteur de la population des quartiers populaires. Le 12 avril dernier, une coalition de syndicats, d'associations, de partis a rassemblé des dizaines de milliers manifestants contre les politiques d'austérité. Il faut souligner que dans ces mobilisations, le NPA, avec d'autres, a eu un rôle positif. Il faut maintenant redoubler dans cette voie unitaire et rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent s'opposer, à gauche, à la politique du gouvernement, sur des objectifs et des revendications concrètes, comme le refus du budget Hollande-Valls. Tout pas en avant pour la mobilisation populaire doit être soutenu.

Mais il ne faut pas, une fois de plus, retomber dans les ornières de combinaisons « plus à gauche », mais qui restent dans le cadre des politiques d'austérité et/ou des institutions actuelles. Face à la crise politique, qui désoriente et démobilise le peuple de gauche, il faut l'action et la discussion communes, mais pas pour se retrouver à la remorque d'ex-ministres qui – il y a peu – soutenaient le pacte de responsabilité. Ni l'abstention ni le suivisme vis à vis des parlementaires abstentionnistes ne peut constituer une alternative à Valls. L'efficacité contre le patronat, les droites et l'extrême-droite, c'est la rupture avec toutes les politiques d'austérité et l'indépendance nette vis-à-vis du Parti socialiste et de toutes les forces qui s'allient avec lui. □

Où va Mélenchon ?

PAR YANN CÉZARD

La crise du Front de gauche continue : le PCF veut conserver ses liens électoraux avec le PS, le PG veut accentuer la rupture politique avec le parti au pouvoir. Or le PG a d'ores et déjà annoncé cet été une nouvelle stratégie, qui soulève une foule de questions.

D'un côté, le PG reste une cheville ouvrière du Front de gauche (FdG) qui a été l'espoir de nombreux militants, obtenu des millions de voix en 2012... et dont le premier parti, le PCF, compte tout un réseau de militants, d'élus et d'influences dont ne dispose pas le PG. Mais pour dépasser et même déborder le FdG, le « Mouvement pour la 6^{ème} République », indépendant du FdG, ambitionnera de « fédérer le peuple ». Loin de prendre sa retraite, Mélenchon se « libère » pour nous revenir plus grandiloquent que jamais et annonce sur son blog qu'il tourne le dos à « la tambouille de l'alternative majoritaire à gauche »

balement nous n'avons pas atteint notre objectif (...) Le PS s'écroule, on ne passe pas devant, et le FN termine en tête. » Et c'est la faute au PCF : « c'est principalement dû à l'absence de stratégie nationale commune (...) Mais en plus, les alliances contractées aux municipales avec le PS ont ramené le FdG dans le "système". Le Front de gauche pouvait apparaître comme le cousin de famille très critique, mais en appartenant quand même à la même famille que la gauche qui gouverne aujourd'hui. »

• Or la notion même de gauche a perdu sa pertinence pour la majorité des classes populaires. Hollande entraîne tout le monde

• « Nous ne voulons pas mourir avec le PS ! » Il est vain d'espérer un rebond du PS, qui a définitivement basculé dans le camp du libéralisme, et dont même les « frondeurs » sont pour Mélenchon des « couteaux sans lames ». Attendre après eux, c'est risquer l'enlisement et la compromission avec le PS lui-même.

• Il faut désormais s'ériger en force anti-système. Le PG le répète : « le système n'a pas peur de la gauche, il a peur du peuple. » Reconnaissons-le franchement : ces constats, frappants de vérité, soulèvent des questions brutales, qui « percutent » aussi les militant-e-s du NPA. Mais les ré-



Un spectre hante la république bourgeoise, celui de la République sociale... Tardi, Le Cri du peuple.

pour se consacrer à la tâche centrale de notre époque : « faire un peuple révolutionnaire » !

UNE ANALYSE TRANCHANTE DE LA SITUATION POLITIQUE

Les raisons de ce nouveau dispositif sont clairement expliquées dans une interview à Mediapart du secrétaire national du PG, Eric Coquerel :

• Le Front de gauche est « en échec ». « Glo-

dans son discrédit. Comment vendre alors auprès de millions d'électeurs la perspective d'une nouvelle union de la gauche dont le centre de gravité serait plus à gauche, soit la stratégie historique du PCF puis du FdG ? « L'unité de l'autre gauche dans l'objectif de passer devant le PS pour bousculer le rapport de force à gauche ne convainc pas assez. C'était la stratégie originelle du Front de gauche mais après trois ans de Hollande, elle ne marche plus. »

ponses du PG ne laissent pas d'inquiéter.

DE GAULLE CONTRE DE GAULLE ?

D'abord parce que la musique de Mélenchon et ses camarades contredit leurs paroles. Leur 6^{ème} République mettrait à bas la 5^{ème} autoritaire et rendrait l'essen-

tiel des pouvoirs à un parlement élu à la proportionnelle. C'est le programme classique de la gauche française (y compris au PS, avant que Mitterrand n'accède lui-même au trône élyséen) pimenté de la possibilité d'un référendum, d'initiative citoyenne, révocatoire du président. Mais pourquoi Mélenchon est-il si flou à propos de la fonction présidentielle et de son élection au suffrage universel ? Il garde manifestement de la tendresse pour cette élection qui prétend établir un « lien exceptionnel entre un homme et le peuple français », comme disent les gaullistes ! Ce qu'il nous dit, encore plus fort maintenant qu'il prétend n'être plus l'homme d'un parti mais celui d'un mouvement pour rassembler tout le peuple, c'est qu'il est le César, le tribun, le sauveur suprême. Étrange façon de vouloir mettre à bas la république gaulliste en se dressant en de Gaulle de gauche.

Étrange aussi d'annoncer un Mouvement qui serait, « comme le *Podemos* espagnol », « un réseau social totalement horizontal, sans chefs ni cartes d'adhérents », appliquant « la démocratie la plus directe possible », quand on se donne plutôt des allures de *líder máximo*, reprochées à Mélenchon jusque dans les rangs du FdG. Ces postures sont en revanche cohérentes avec la perspective concrète avancée par Eric Coquerel : « il ne s'agit pas de nier l'utilité des partis mais de créer un mouvement qui les dépasse (...) Et comme il n'y aura pas deux candidats libéraux qualifiés, voire pas du tout, c'est de jouer ainsi le second tour de la prochaine présidentielle et la victoire. » Mélenchon président : serait-ce déjà le premier point du programme de ce rassemblement « sans chefs ni cartes d'adhérents » ?

Drôle de Podemos donc, avec un de Gaulle-Chávez, mais sans les mobilisations sociales et politiques amenant des millions dans la grève et dans la rue, pour tout à la fois rejeter un pouvoir illégitime et défendre ses emplois, son droit à la vie, à un toit, à la santé. Car lancer à froid un « mouvement du peuple », qui soi-disant représenterait le peuple pas représenté, sans être d'une façon ou d'une autre l'expression de véritables mobilisations, quel sens cela pourrait-il prendre sinon une tentative de tester « sur le marché » de nouvelles formules, plus ou moins inédites ou prises au passé ?

Et quel « peuple » veut-on ainsi « fédé-

rer » ? Le charme du mot, qui fait son vif succès en politique, c'est son flou bien sûr. C'est toujours un mot « contre ». Il y a le peuple des classes populaires contre le bourgeois. Mais aussi le peuple contre les « élites », et le peuple tout entier, réuni dans l'amour de la patrie, contre ceux qui le divisent. Malheureusement, le Mélenchon qui parle du « Peuple » avec des élans mystiques n'est jamais loin de celui qui exalte l'Etat et la Nation. C'est celui qui se plaint de « l'abaissement de la France en Europe » (quand c'est au profit de ses banques que l'on saigne les peuples de toute l'Europe du sud) et blâme Hollande de ne pas livrer le Mistral à nos amis russes. Mélenchon parle aujourd'hui de « front du peuple » pour dépasser le clivage gauche-droite. C'est prendre acte que le conflit fondamental est entre les classes populaires et la bourgeoisie (qui elle ne manque pas de partis bien à elles, à droite et à gauche), ou c'est prétendre qu'on a la bonne politique qui mettra tout le monde d'accord (sauf les partis et politiciens installés) dans l'amour de la patrie ?

« DÉMOCRATIE RÉELLE » ET POUVOIR DU CAPITAL

La « révolution citoyenne » du PG ne se réduit cependant pas à une réforme du mécanisme des institutions actuelles. Eric Coquerel, encore, sur l'exigence d'une « Constituante » : « c'est en réalité l'expression d'une volonté : que le peuple redevienne souverain (...) Le pouvoir revenant au parlement, en finir avec le fait que la politique soit réservée à une minorité, instaurer une république sociale, bref le peuple souverain partout y compris pour contester le pouvoir démesuré accordé au capital. Nous voyons la 6ème république comme une réponse globale dans un moment où le capitalisme prive le peuple de sa souveraineté, pas seulement comme une approche institutionnelle. »

Au cœur de la question démocratique, il y a en effet le pouvoir sur la marche même de l'économie. Mais pourquoi le programme et du PG et du FdG sont-ils alors si timorés sur la propriété et le pouvoir dans les entreprises ? Le pouvoir, non du peuple en général, mais des travailleurs et des travailleuses, sur les entreprises, ce n'est pas une simple extension des pouvoirs des CE, comme dans L'Humain d'abord. Les bases d'un pouvoir « populaire » (des classes populaires), ce serait un ensemble de mesures radicales niant le droit des propriétaires privés des capitaux de décider.

Cela pourrait commencer par une réquisition et une appropriation sociale des en-

treprises qui licencient et qui polluent. Ou par une annulation des dettes publiques dues aux capitalistes. Cela mettrait à terre les banques. Leur valeur (boursière) réduite à 0, le pouvoir populaire les socialiserait et les unifierait dans un grand service public bancaire au service d'un changement radical de civilisation.

On pourrait sur la base de cette nouvelle société édifier une vraiment « nouvelle république ». Mais c'est précisément de telles mesures niant le droit de la propriété privée que le PG évite soigneusement de mettre en avant, aussi virulente que soit la dénonciation des conséquences de celle-ci. Ses affiches opposent à juste titre « les salariés qui travaillent » et les « actionnaires qui se gavent », mais son programme oppose aussi la saine logique des entrepreneurs industriels et le parasitisme de la finance, prône l'alliance de ces bons patrons avec les salariés (les « productifs ») contre la finance libérale, un « pôle public bancaire » à côté des banques privées, un rognage de la dette publique par l'inflation, un euro faible pour stimuler les exportations, etc. Ce programme de « redressement » économique, plus radical que le « made in France » de Montebourg, part du rejet de toute austérité. Mais cette soi-disant « sortie de crise » par la relance des salaires et le volontarisme d'Etat, conçue pour sembler compatible avec le capitalisme, est illusoire sans contestation de la propriété capitaliste. C'est pourtant la condition de cette « démocratie réelle » voulue par les Indigné-e-s.

La boucle est malheureusement bouclée, de la perspective électoraliste au programme non anticapitaliste, si le peuple qu'on prétend « fédérer » n'est que le peuple électoral. Si on ne voit pas dans les mobilisations sociales elles-mêmes le moment de l'organisation, de la percée d'un programme et d'une conscience dans les classes populaires. Le « pas de côté » de Mélenchon, loin d'être une radicalisation à gauche, pourrait bien dégénérer en remake de la candidature Chevènement à la présidentielle de 2002. □

AMÉRIQUE LATINE

Les gouvernements « progressistes » à bout de souffle

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

La victoire d'Hugo Chávez à l'élection présidentielle du Venezuela, en décembre 1998, a ouvert un cycle politique à l'échelle continentale : tout au long des années 2000, une série de dirigeants et de formations politiques, réunis sous le terme générique de « progressisme », ont accédé au gouvernement dans la majorité des pays d'Amérique du Sud. Tous ont tenté de mener des politiques différentes et suscité, au moins à leurs débuts, de grandes attentes dans les classes populaires. Mais cette étape semble arriver à son terme.

du social-libéralisme avec du social, en quelque sorte – au contraire des « socialistes » européens.

Mener de telles politiques sans toucher aux structures de l'économie et de la société n'a cependant été possible que parce que la période s'y prêtait, avec le boom mondial des matières premières, la demande d'un pétrole qui se raréfie, les immenses besoins de la Chine. Pour y

l'impudence croissante des travailleurs et des secteurs populaires devant des changements promis qui tardent à se matérialiser. C'est dans ce contexte que les vieux problèmes – en particulier l'inflation et la dette – reviennent, et que de grandes mobilisations se développent à nouveau mais, cette fois, en s'affrontant de plus en plus directement aux gouvernements en place.



Buenos Aires : une journée de grève générale en Argentine. DR.

Les situations nationales sont différentes, comme l'ont été les procès politiques. Certains se sont produits à froid, dans un strict cadre d'alternance électorale au sein d'une institutionnalité inchangée – même s'ils constituaient une réponse à une très grande crise nationale (Argentine) ou arrivaient comme effet différé d'une période d'affirmation du mouvement ouvrier et populaire (Brésil). D'autres, quoique toujours conclus sur le plan électoral, se sont développés dans le cadre de mobilisations massives, marquées parfois de traits insurrectionnels (Venezuela, Bolivie, Equateur).

Dans le second cas, des confrontations sérieuses ont eu lieu avec les forces soutenues par l'impérialisme états-unien, et des mouvements aux traits révolutionnaires ont conduit à des changements de régime – sans que la propriété privée capitaliste ne soit toutefois remise en cause, ni jamais sérieusement menacée. Il reste que les mots « révolution » et « socialisme » ont fait leur retour sur le devant de la scène. Hugo Chávez est allé jusqu'à affirmer l'objectif d'un « socialisme du 21^{ème} siècle » et l'on a vu le terme de « révolution citoyenne » rencontrer un écho au-delà des frontières de l'Equateur.

UNE VOIE CAPITALISTE INDÉPENDANTE ?

Quels que soient leurs caractéristiques et leurs politiques particulières, les gouvernements dits progressistes ont en commun une tentative de suivre une voie capitaliste indépendante, ou plus indépendante de l'impérialisme états-unien, en s'appuyant sur les organisations majoritaires de la classe ouvrière (en particulier syndicales) et des secteurs populaire (paysans, indigènes et autres).

Pour cela, tous ont fait des concessions, débouchant sur des améliorations pour au moins certaines catégories de la population exploitée. Le PT de Lula et Dilma Rousseff, dont l'orthodoxie néolibérale sur le plan économique peut difficilement être niée, a ainsi permis à des millions de Brésiliens les plus pauvres de pouvoir simplement manger ;

répondre, les gouvernements ont renforcé les logiques extractivistes, d'exportation de produits de base ; ce qui, à l'inverse de leurs objectifs affirmés, a conforté les situations de capitalisme dépendant.

UNE PHASE NOUVELLE

Mais la crise économique mondiale a fini par toucher aussi l'Amérique latine. A quoi s'ajoutent les contradictions propres aux « modèles » mis en place, ainsi que

Cela se produit dans une région du monde qui a une longue tradition de lutte, où une classe ouvrière forte et nombreuse existe, notamment dans les deux pays centraux, Brésil et Argentine, et où interviennent des courants et organisations révolutionnaires (en l'occurrence trotskystes) qui regroupent des milliers de militants et ont une influence dans des secteurs de masse... Raison de plus de s'en préoccuper. □

Nuages sur l'économie latino-américaine

PAR CLAUDIO KATZ (AVEC HENRI WILNO)

« Les nuages s'amoncellent à l'horizon économique » : telle est la première phrase des « Perspectives économiques de l'OCDE pour l'Amérique latine 2014 ». En août dernier, la CEPAL (Commission des Nations-Unies pour l'Amérique latine) a révisé à la baisse ses prévisions économiques : l'Amérique latine ne devrait enregistrer en 2014 qu'une croissance de 2,2 % (avec, certes, de fortes disparités entre ses pays).

Pourtant, la plupart des économies de la région avaient plutôt bien résisté à la crise financière mondiale. Même si le PIB de l'Amérique latine s'est contracté de 1,6 % en 2009, il avait ensuite rebondi. Mais au-delà des analyses de conjoncture, l'Amérique latine connaît surtout des évolutions structurelles préoccupantes.

SPÉCIALISATION EXPORTATRICE EN PRODUITS DE BASE

La restructuration néolibérale en Amérique latine a promu depuis les années 1980 une spécialisation exportatrice qui a signifié le retour de la région à un statut de producteur de produits de base. Les cultures d'exportation se sont développées, avec une agriculture de plus en plus soumise aux critères capitalistes. La vieille oligarchie s'est reconvertie en association étroite avec les grandes sociétés de l'« agrobusiness ». Les petits producteurs doivent faire face au coût croissant des entrants, aux pressions compétitives et à des risques accrus avec des contrats modelés en fonction des critères d'exportation. Pour obtenir des produits adaptés à un marché global, ils doivent s'adapter aux nouvelles règles de réfrigération, de transports et d'utilisation des entrants agro-chimiques. Une partie d'entre eux s'endette, vend ses terres et rejoint les masses urbaines. La pression pour l'accroissement des rendements mine ce qui reste d'agriculture non capitaliste.

Le soja est un exemple typique de ce nouveau schéma agricole. Il s'est répandu en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay au détriment des autres cultures. L'utilisation de semences OGM crée une forte dépendance envers Monsanto. Le soja nécessite peu de main d'œuvre : un emploi pour 100 à 500 hectares, selon les exploitations. Des transformations analogues interviennent dans d'autres régions et pour d'autres

productions. Les fruits et les vins du Chili sont produits avec les nouveaux paramètres en fonction des marchés internationaux : la concentration des terres s'accroît, de même que le recours au travail temporaire. Les fleurs de l'Equateur et de la Colombie sont cultivées avec des techniques intensives d'irrigation et une main d'œuvre féminine surexploitée, au détriment des productions traditionnelles pour l'alimentation. Les nouveaux végétaux d'hiver produits pour l'exportation en Amérique centrale ont aussi un impact sur les productions traditionnelles et génèrent une augmentation des importations alimentaires.

Le développement des activités extractives à ciel ouvert relève de la même logique de recentrage sur les produits primaires. Pour obtenir les minerais, des montagnes sont dynamitées, les roches étant dissoutes avec des composants chimiques (fracturation hydraulique). Ces techniques, qui remplacent les anciens puits de mine, requièrent d'importants investissements : la présence des compagnies étrangères s'est donc accrue au prix d'importantes exemptions fiscales en leur faveur. Des entreprises canadiennes (associées avec des firmes australiennes, belges, suédoises et américaines) jouent un rôle majeur.

Le Chili est un paradis pour ce type d'activités. Le cuivre n'est plus seulement ex-

trait par la compagnie d'Etat (la CODELCO). D'autres sociétés sont présentes : elles payent peu d'impôts et obtiennent des profits importants. Il en est de même au Pérou qui développe un gigantesque projet dans la région de Conga. Les activités minières utilisent d'énormes quantités d'eau, ce qui affecte l'agriculture et aggrave la pollution. Cela renforce la vulnérabilité de la région aux risques environnementaux dans le contexte de la fonte des glaciers andins, de la déforestation du bassin de l'Amazone et des inondations côtières.

RÉGRESSION DE L'INDUSTRIE

Les trois pays les plus dépendants des exportations de produits de base sont le Venezuela (le pétrole représente plus de 90 % de ses exportations), l'Equateur (pétrole et produits alimentaires) ainsi que le Chili (produits alimentaires, métaux et minerais). Par contre, il y a eu un déclin relatif de l'industrie, particulièrement évident au regard de l'Asie, et manifeste selon que l'on considère les volumes de production, la productivité, la technologie, les dépôts de brevets ou les dépenses de recherche-développement. Le poids de l'industrie dans le PIB des pays latino-américains est aujourd'hui plus faible en moyenne qu'au début des années 1970. Certains parlent d'une « re-primarisation » de l'Amérique latine, quoique l'indus-

trie n'ait pas disparu et qu'il serait plus exact de mettre l'accent sur une adaptation à un nouveau cycle de dépendance. C'est particulièrement clair au Brésil et en Argentine, les deux économies les plus représentatives de l'industrialisation d'après la Deuxième Guerre mondiale. Au Brésil, la productivité a décliné tandis que les coûts ont augmenté et que le déficit extérieur s'est accru dans un contexte de stagnation de l'investissement et de détérioration des infrastructures (énergie, transports). La même régression est à l'œuvre en Argentine malgré la reprise des années 2000.

Au Mexique, l'industrie traditionnelle, qui s'était développée par la substitution aux importations pour satisfaire le marché local, a été remplacée par la montée des « maquilas » dans les zones franches. Ce type d'entreprises priorise les exportations. Ce modèle s'est d'abord développé dans le vêtement et l'électronique, puis s'est étendu à l'automobile au point de représenter 20 % du PB mexicain. Sa localisation emblématique est la frontière avec les Etats-Unis. Les 50 usines initiales de 1965 étaient passées à 3000 en 2004, localisées des deux côtés de la frontière. Ces entreprises d'assemblage avec une main d'œuvre peu qualifiée ont comme principal atout le bon marché de leur force de travail. Elles recrutent des travailleurs d'origine rurale et pourchassent les syndicats. Alors que leur productivité est similaire à celle de leurs sociétés-mères, les salaires qu'elles payent sont très inférieurs au salaire moyen des USA et se situent en-dessous de celui des entreprises mexicaines où des syndicats sont présents.

Ce modèle fondé sur l'exploitation des travailleurs est encore plus visible dans la nouvelle génération d'entreprises opérant en République dominicaine, au Guatemala et au Honduras. Elles emploient des jeunes soumis à une discipline épuisante. La pression pour augmenter la pro-

ductivité est en permanence renforcée par la concurrence asiatique. Cette spécialisation crée insuffisamment d'emplois et accentue l'émigration. Elle a entraîné dans certains pays de la région une dépendance nouvelle vis-à-vis des fonds transférés par les émigrés. Ces fonds constituent une ressource essentielle pour les petits Etats d'Amérique centrale, la République dominicaine, la Jamaïque et Haïti ainsi que pour la Bolivie, l'Equateur, le Paraguay et la Colombie. Ils ont pris le pas sur la production du café au Salvador ou de la banane au Honduras. Cela crée une situation de dualité sans précédent, où la force de travail rémunérée dans un pays permet la reproduction de ses semblables dans le pays d'origine.

Le tourisme est aussi devenu une ressource essentielle pour les petits pays de la région. Il a déjà remplacé la banane comme principale source de revenu du Costa Rica et constitue la deuxième activité au Honduras, au Guatemala et dans la Caraïbe.

L'IMPACT DE LA CRISE MONDIALE

La mondialisation néolibérale a reconverti l'Amérique latine en une économie centrée avant tout sur les exportations agricoles, l'extraction minière et les services. Cette évolution structurelle s'est poursuivie sous la crise économique mondiale. Celle-ci a eu un impact limité si on la compare aux ébranlements majeurs intervenus en Amérique latine entre 1980 et 2003 : ainsi, il n'y a pas eu d'effondrement de banques, ni d'explosion de la dette extérieure.

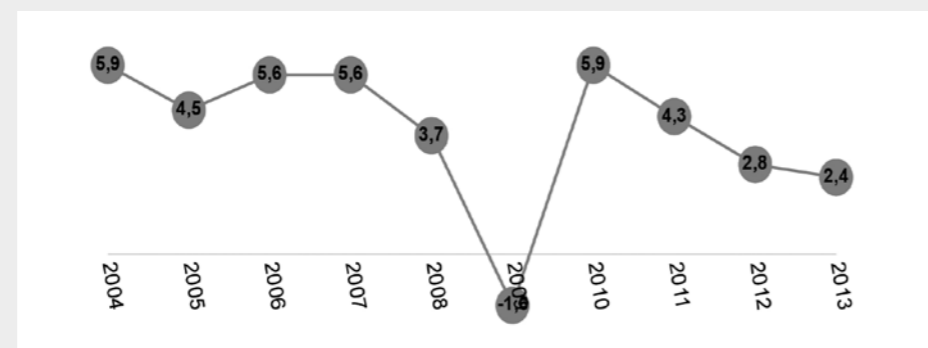
Tant dans la période antérieure à la crise (2003-2008) que dans la phase 2008-2013, l'Amérique latine a en moyenne enregistré un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale. Cependant, la dernière période voit une tendance au ralentissement.

Le maintien de la spécialisation à l'exportation a aussi été facilité par le niveau élevé des prix des produits de base. La chute de 2008 a été vite effacée. En 2011, les produits de base représentaient 60 % des exportations latino-américaines, contre 40 % en 2000. La moitié de l'accroissement de la valeur de ces exportations provient de la hausse des prix. L'afflux important de capitaux étrangers a également joué dans le sens du maintien de l'orientation vers les produits de base (sauf au Mexique). Les entrées de capitaux et l'évolution du prix des exportations ont favorisé l'augmentation des réserves en devises et la réduction du poids de la dette.

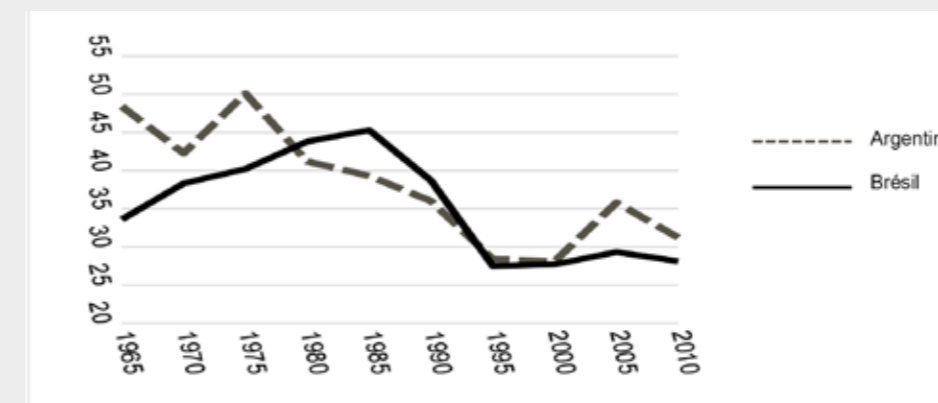
Plusieurs facteurs expliquent le ralentissement récent des économies latino-américaines. Tout d'abord, la croissance moindre de certains partenaires commerciaux, en particulier de la Chine, qui entraîne une baisse ou une stagnation de leurs achats. Ensuite, en lien avec ce qui précède, le retournement à la baisse, depuis 2012, des prix d'un certain nombre de produits de base (même s'ils restent encore élevés). L'investissement ralentit et la faiblesse des créations d'emplois pèse sur la consommation, tandis que les échanges extérieurs se détériorent. Enfin, comme l'a montré une première alerte en juin 2013, les pays d'Amérique latine sont sensibles à l'évolution de la politique monétaire des Etats-Unis : si celle-ci se durcissait, par le biais notamment d'une hausse des taux d'intérêt, il en résulterait d'importantes sorties de capitaux.

Certains pays, comme le Panama, la Bolivie, le Pérou ou l'Equateur, connaîtront en 2014 des progressions de leur PIB supérieures à 5 %, mais la moyenne régionale est tirée vers le bas par les faibles performances de l'Argentine et du Brésil (et vraisemblablement du Venezuela). Ce ralentissement pourrait durer. Si c'était le cas, ce serait un facteur supplémentaire de la crise, déjà entamée, des expériences réformistes dans la région. □

Croissance du PIB de l'Amérique latine (%) (source : Banque mondiale)



Part de l'industrie dans le PIB (%) (source : Banque mondiale)



VENEZUELA

Les successeurs de Chávez contre les travailleurs

PAR PEDRO HUARCAYA

Après quatorze années de présidence d'Hugo Chávez, Nicolás Maduro lui a succédé à la tête du gouvernement vénézuélien. Et le constat s'impose que les aspects « progressistes » de sa politique sont de moins en moins évidents.

Le processus vénézuélien ne date pas d'Hugo Chávez. En 1989, lorsque le président social-démocrate de l'époque annonça des réformes néolibérales co-signées avec les agences financières internationales, dont le doublement du prix de l'essence, les étudiants et les travailleurs résistèrent, occupèrent les gares routières et fraternisèrent avec les travailleurs informels. La police, dépassée par la situation, resta spectatrice alors que la population commençait à faire irruption dans les centres commerciaux, bloquait le trafic routier, criait des slogans contre l'augmentation des prix... Une répression implacable s'abattit contre la population et surtout contre les habitants des quartiers populaires de Caracas. En une semaine, on estime qu'un millier de personnes furent assassinées par les forces de l'ordre.

L'ÈRE CHÁVEZ

C'est sur la base de cette révolte nommée *Caracazo* qu'Hugo Chávez, jeune lieutenant-colonel auteur d'un coup d'Etat avorté en 1992, a été élu au pouvoir en 1998, le premier du « virage à gauche » latino-américain. Le Venezuela a longtemps été un des épicycles de ce tournant sous-continentale. En mettant en échec un coup d'Etat militaire en avril 2002 et un lock-out patronal entre décembre 2002 et février 2003, Chávez et les classes populaires vénézuéliennes ont montré qu'une autre politique que le néo-libéralisme était possible en Amérique latine.

Reste à construire une société nouvelle : à partir de 2005, Chávez a proposé le développement d'un « socialisme du 21^{ème} siècle », émancipé des scories des caricatures du siècle précédent, en terme de bureaucratisme notamment. Sa verve

lui a construit une notoriété internationale à la tribune de l'ONU, où il a comparé George W. Bush au diable, ou à celle du sommet sur le changement climatique de Copenhague, où il a constaté que « si le climat était une banque, les gouvernements des pays riches l'auraient déjà sauvé ».

Sa politique internationale a été celle d'une opposition franche à l'impérialisme étasunien, à ses guerres en Afghanistan ou en Irak, même si le lien commercial avec les Etats-Unis a été maintenu. Son action pour un monde multipolaire a permis la création de l'ALBA¹, un réseau de solidarité intergouvernemental avec Cuba, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua et diverses îles caribéennes, ou encore la multiplication d'organes d'intégration sous-continentale.

Il a soutenu la Palestine, même si une vision manichéenne l'a conduit à s'opposer aux processus révolutionnaires naissants dans le monde arabe. Les ennemis de mes ennemis étant mes amis, Hugo Chávez a continué de considérer Mouammar Kadhafi comme « un ami » et Bachar-el-Assad comme « un frère » en dépit des répressions sanglantes qu'ils perpétreraient leur propre peuple.

Les indicateurs de pauvreté et d'extrême-pauvreté ont été divisés par deux durant la présidence de Chávez, au moyen de missions améliorant le quotidien des Vénézuéliens les plus modestes en terme d'éducation, de santé, d'alimentation et de logement. Il est toutefois bien plus difficile de déceler des changements structurels : la part de l'économie privée ne s'est pas réduite et une bourgeoisie bolivarienne dite « bolibourgeoisie », rassemblant des personnes s'étant enrichies sous Chávez, a émergé. Décédé le 5 mars 2013 des suites d'un cancer, Hugo Chávez a laissé le pays en proie à des problèmes économiques profonds, alors que la popularité du gouvernement auprès des classes

populaires d'étiolait. Son successeur, Nicolás Maduro, n'a emporté l'élection présidentielle d'avril 2013 que d'un point et demi devant Henrique Capriles, le candidat de l'opposition, toujours liée au patronat et à l'impérialisme.

PRESSION DE LA DROITE ET TOURNANT CONSERVATEUR

Une partie de cette opposition n'a pas abandonné la stratégie insurrectionnelle du début des années 2000. Entre février et mars 2014, quarante personnes ont été assassinées en marge de manifestations dont la revendication initiale était la « sortie » de Maduro avant le terme constitutionnel de son mandat, mais qui ont été alimentées par des taux d'inflation (56 % durant l'année 2013) et de non-approvisionnement (28 % en janvier 2014 ; 26,2 % pour le seul secteur alimentaire) préoccupants. Contrairement aux événements de 2002 / 2003, ces initiatives n'étaient pas articulées à un plan concerté pour le renversement du pouvoir et ne bénéficiaient pas, par exemple, du soutien de Capriles.

Le gouvernement a voulu sortir de cette épreuve par la conciliation en réunissant une Conférence pour la paix. Celle-ci a été boycottée par l'opposition politique, mais pas par le patronat qui a saisi l'occasion de défendre et faire avancer ses contre-réformes. De ce point de vue, le rôle du numéro deux du régime et président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, est déterminant. Ce dernier, qui incarne le secteur des militaires et de la bolibourgeoisie, s'est enrichi par le biais de CADIVI, l'organisme chargé du contrôle des changes qui avait été mis en place suite au blocage de l'économie en 2003. Les réformes économiques à l'ordre du jour, l'augmentation du prix de l'essence ou la privatisation de Citgo, entreprise de distribution d'essence présente aux Etats-Unis, éclairent l'ampleur du tournant conservateur en cours.

Le cas de SIDOR illustre ce rôle du gouvernement. Il s'agit d'une entreprise sidérurgique du sud du pays nationalisée en 2008 par Chávez, action réalisée, cas unique dans le Venezuela contemporain, sous pression ouvrière. Depuis plusieurs mois, une lutte se mène autour du renouvellement sans cesse reporté de la convention collective. A l'automne dernier, les ouvriers s'étaient déjà mis en grève trois semaines à ce sujet. Fin juillet, Diosdado Cabello a organisé une

conférence de presse, en présence de nombreux dignitaires du chavisme, pour dénoncer les revendications de « mafias syndicales », des militants pourtant tous issus du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), le parti rassemblant l'ensemble des soutiens de Chávez. Les travailleurs ont poursuivi leurs mobilisations. L'une d'entre elles, le 11 août, s'est heurtée à la répression de la Garde nationale : onze travailleurs ont été arrêtés et deux grièvement blessés. Quelques jours plus tard, une nouvelle convention collective était signée dans le dos des travailleurs, au mépris de leurs revendications et de celles de leurs dirigeants syndicaux. Jamais un gouvernement chaviste n'avait assumé aussi explicitement la confrontation avec une partie de sa propre base sociale.

Cette pratique du pouvoir se retrouve à tous les niveaux de la hiérarchie. Le ministre de l'économie historique des années Chávez, Jorge Giordani, a été limogé en juin et a remis en cause la politique économique du gouvernement. L'ancien ministre de l'éducation, Héctor Navarro, qui l'a soutenu, a été suspendu de la direction du PSUV et convoqué devant la commission de discipline du parti. Ces règles autoritaires ne sont évidemment pas populaires. 40 % des délégués du 3^{ème} Congrès du PSUV, qui s'est déroulé fin juillet, n'ont pas été élus par les structures de base. La participation des militants a d'ailleurs été en dessous des espérances.

La principale centrale syndicale, la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs de la ville, de la campagne et de la pêche (CBST-CCP), a connu également son congrès cet été. Cette structure a pris la place de l'UNT, jugée trop revendicative aux yeux du gouvernement. La CBST-CCP jouit quant à elle de la totale confiance du gouvernement. Son président a salué comme « excellente » la signature de la convention collective de SIDOR, obtenue dans les conditions précédemment décrites, sans dire un mot de la répression.

LOIN DU SOCIALISME

A l'instar des autres gouvernements de gauche latino-américains, le caractère progressiste des gouvernements chavistes s'épuise peu à peu. La confiscation du processus politique par une petite frange bureaucratique ramène le socialisme du 21^{ème} siècle aux vieux démons du 20^{ème}. Ce n'est que par l'auto-or-

ganisation des travailleurs eux-mêmes que l'on parviendra à se prémunir contre ce type d'écueils.

Une véritable politique internationaliste serait également nécessaire : pas la simple agrégation, plus ou moins progressiste, plus ou moins réactionnaire, des différents gouvernements situés en marge de l'impérialisme étasunien, mais la mobilisation des peuples, y compris ceux qui habitent dans les puissances dominantes, y compris ceux qui se révoltent contre de supposés alliés comme en Iran, en Libye ou en Syrie. Une réelle indépendance à l'égard des Etats-Unis serait nécessaire alors que ces derniers demeurent le premier client du pétrole vénézuélien et que depuis mars 2006, des dizaines de contrats d'entreprises mixtes ont été signés au Venezuela avec les principales firmes multinationales pour l'exploration et la production de pétrole.

En construisant par en haut une politique dont certains aspects divergent totalement des intérêts des classes populaires, les différents gouvernements chavistes ont fini par s'éloigner de leur base sociale historique, les classes populaires. Si les effets les plus dévastateurs du néolibéralisme ont été partiellement amoindris, le défi de la construction d'une société émancipée de l'exploitation capitaliste et de l'extractivisme pétrolier reste entier.

Le processus politique ouvert par la révolte du Caracazo en 1989 a montré que les classes populaires avaient une capacité de résistance imprévisible, qu'elles peuvent mettre en échec des coups d'Etat des élites et de l'impérialisme, comme en 2002 et 2003. Il leur reste aujourd'hui à dépasser une direction qui s'affirme de plus en plus comme un adversaire et qui laisse de moins en moins d'espace de participation à la base. Le socialisme ne sera pas construit par Nicolás Maduro, Diosdado Cabello et leurs acolytes, la tâche en incombe aux classes populaires vénézuéliennes. □

Nicolás Maduro et Diosdado Cabello. DR.



¹ Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, créée en 2005 par le Venezuela et Cuba, intégrée depuis par six autres pays.

EQUATEUR

Derrière le mythe de la « révolution citoyenne »

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Fin 2006, Rafael Correa remportait sa première élection présidentielle (il y en eut deux autres depuis) dans la foulée d'un soulèvement populaire qui avait chassé le précédent président élu. Porté par les aspirations de ce mouvement, anti-impérialiste et antilibéral, il promettait de conduire une « révolution citoyenne » combinant transformation sociale et respect de l'environnement, vers l'instauration d'une société du « bien vivre ». Près de huit années plus tard, on en est cependant loin et les désillusions sont croissantes.

Les premiers pas avaient pourtant été prometteurs. Dès sa prise de fonction, Correa engageait un bras de fer avec le FMI et la Banque mondiale, dont les représentants étaient invités à quitter le pays. Un audit de la dette extérieure était mis en place, au terme duquel 70 % de son montant étaient déclarés « illégitimes ». A l'issue de ce processus, finalement accepté par les créanciers sans mesures de rétorsion, la part du paiement des intérêts dans le budget de l'Etat, de 45 % en 2006, tombait en-dessous de 10 %. Sur le plan politique et diplomatique, une autre mesure emblématique du début de mandat avait été le refus de renouveler le bail de la base militaire US de Manta, sur l'Océan pacifique ; celle-ci a donc fermé fin 2009 – là aussi sans trop de protestations –, ses troupes et leurs moyens se relocalisant en Colombie.

DES AVANCÉES SOCIALES RÉELLES...

Aux milliards libérés par la réduction de la dette se sont ajoutées les sommes générées par la croissance de l'économie équatorienne (plus de 4 % en moyenne annuelle depuis 2007) qui, comme celle d'autres pays latino-américains, a grandement bénéficié de la hausse des prix des matières premières. Le gouvernement Correa a ainsi pu investir dans l'éducation, la santé, la construction d'infrastructures et lancer une série de politiques sociales. Entre 2006 et 2013, la part des dépenses sociales dans le PIB est passé de 7 % à 15 %.

Si quelque 25 % des quelque 15 millions d'Équatoriens restent sous la ligne de pauvreté (contre 37 % en 2007), des

avancées importantes ont été réalisées. Près de 90 % des enfants sont désormais scolarisés, l'analphabétisme a été pratiquement éradiqué, 60 % de la population a maintenant accès à la sécurité sociale quand ils n'étaient que 37 % en 2007...

... MAIS AUCUN CHANGEMENT STRUCTUREL

La structure de l'économie et de la société est en revanche restée inchangée. Les pauvres sont certes devenus moins pauvres, mais dans le même temps les riches se sont enrichis davantage. L'économie repose plus que jamais sur quelques productions agricoles intensives (l'Équateur est le premier exportateur mondial de banane) et, surtout, sur le pétrole qui représente 40 % des revenus de l'Etat et 60% des exportations. Elle reste ultra concentrée entre les mains de quelques groupes équatoriens (surtout dans la distribution et l'agro-business) et d'une dizaine d'entreprises multinationales (dont Lafarge dans le bâtiment et Schlumberger dans les services pétroliers). La part du privé n'a pas reculé et – contrairement aux promesses – il n'y a pas eu de nationalisations. La gestion de l'eau est toujours contrôlée par des sociétés privées – celle de Guayaquil, première ville du pays, est ainsi entre les mains de Veolia. Dans les campagnes, dont les terres productives sont contrôlées par des latifundistes, la réforme agraire également promise n'a même pas été initiée.

L'Équateur a par ailleurs pour particularité d'avoir pour monnaie officielle le... dollar'. Le fait que Correa n'ait rien fait ni n'envisage rien pour modifier



cette situation illustre les limites de son anti-impérialisme. Car si le dollar permet sans doute de sécuriser les prix des exportations de produits de base, il empêche tout développement d'une industrie locale et en général toute politique économique réellement indépendante. L'économie et, au-delà, le pays restent ainsi sous la dépendance très forte des Etats-Unis, qui sont par ailleurs son principal fournisseur (41 % des importations) et son principal client (23 % des exportations équatoriennes).

La différence avec la période précédente a consisté avant tout dans la revalorisation du rôle de l'Etat, dont les moyens ont été accrus (les entreprises et les riches, qui ne payaient pratiquement pas d'impôts, en acquittent désormais un peu) et les capacités de contrôle, renforcées. Correa résumait

ainsi, en 2012, sa gestion gouvernementale : « nous avons fait globalement la même chose, mais mieux, avec le même modèle d'accumulation que nous n'avons pas changé. Car notre but n'est pas de nuire aux riches, mais de créer une société plus juste. » Le mode d'accumulation – celui d'une économie dépendante et rentière – a effectivement été non seulement maintenu, mais renforcé. En particulier dans le domaine de l'extractivisme.

RENIEMENTS EXTRACTIVISTES

Une série de courants se réclamant de l'écologie, voire de l'écocapitalisme, s'étaient extasiés devant l'« initiative Yasuni/ITT » lancée par Correa en 2007. De quoi s'agissait-il ? Le gouvernement équatorien s'engageait à ne pas exploiter le pétrole découvert dans le parc naturel de Yasuni, à l'est du pays sur les bords de l'Amazonie, afin de préserver sa grande biodiversité et les populations indigènes qui y habitent, comme de ne pas aggraver l'effet de serre², à une condition : que « la communauté internationale » verse à l'Équateur la moitié du manque à gagner occasionné, estimé à 350 millions de dollars par an.

Evidemment, aucun gouvernement capitaliste n'étant un bon samaritain et le pétrole se faisant par ailleurs de plus en plus rare, tout cela a tourné court. En août 2013, le gouvernement équatorien a annoncé qu'à son grand regret il lui faudrait commencer bientôt l'exploitation. Des commentateurs avisés estiment maintenant que cette « initiative » était en fait une manœuvre, destinée à contourner l'opposition des populations. Toujours est-il que les indigènes du Yasuni se sont alors révoltés, avec le soutien de mouvements sociaux. Ils ont exigé d'être consultés par référendum, en application de la Constitution adoptée en 2008. Mais ce texte, décrit comme social, écologique et très démocratique, respectant notamment l'autonomie de décision des communautés indigènes,

assortit les dispositions se référant à cette autonomie et à la démocratie locale d'« exceptions », que le parlement peut voter « dans l'intérêt supérieur de la Nation » ; un parlement où le parti de Correa, Alianza País, dispose actuellement d'une majorité de plus de deux tiers...

Le sous-sol de l'Équateur recèle des gisements de cuivre, d'or et d'argent, qui étaient jusqu'à présent très peu exploités. Approfondissant encore le modèle extractiviste, le gouvernement a décidé d'y remédier en ouvrant une série de mines. Le pays a alors été secoué par des manifestations de masse contre cette exploitation minière, soutenues notamment par la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE). Elles ont été réprimées, Correa traitant à cette occasion les manifestants de « moins que rien » et d'« extrémistes ».

Un autre revirement d'importance concerne les relations commerciales avec l'Union européenne. Après s'être opposé à la signature d'un accord de libre échange avec l'UE, le président équatorien l'a paraphé en juillet 2014. Et ce ne serait pas un reniement car l'intitulé du texte a été complété du mot « développement ». Là encore, ce qui a forcé la décision est la logique extractiviste, le développement des exportations de matières premières.

« UNE RÉVOLUTION CITOYENNE SANS CITOYENS »

Tout cela s'accompagne d'une politique autoritaire et répressive de plus en plus marquée. S'appuyant sur l'hyper-présidentialisation introduite par la Constitution soi-disant démocratique de 2008 (le président peut désormais gouverner par décret, dissoudre le parlement, et il nomme directement les gouverneurs des régions), Correa décide de tout et réprime tous ceux qui s'opposent. Des centaines de militants ont été ou sont emprisonnés, sous les accusations les plus fallacieuses y compris celle de « terrorisme ». Des journalistes sont en permanence menacés. Un nouveau code pénal entré en vigueur en août 2014 aggrave la criminalisation des mobilisations sociales. Des amendements à la Constitution, déposés en juin 2014, limitent drastiquement les possibilités de recours des populations face à des décisions remettant en cause leurs conditions de vie. Un projet de nouveau code du travail, en cours d'examen, élimine une

série de droits des salariés.

Alors, où est-elle, cette fameuse révolution citoyenne, tant vantée notamment par le Parti de gauche ? Le sociologue et universitaire portugais, Boaventura de Sousa Santos (personnalité reconnue dans les milieux antilibéraux altermondialistes, et ancien soutien de Correa) a trouvé la formule qui tue : celui-ci veut en fait « une révolution citoyenne sans citoyens ou, ce qui revient au même, avec des citoyens soumis. » De Sousa Santos estime que « Correa est le grand modernisateur du capitalisme équatorien. Par son ampleur et son ambition, son programme présente certaines similitudes avec celui de Kemal Atatürk en Turquie, dans les premières décennies du 20ème siècle. L'un et l'autre sont régis par le nationalisme, le populisme et l'étatisme. »³

JUSQU'À QUAND ?

Reste à savoir si, dans un pays qui a connu récemment de très grandes luttes et révoltes sociales, cette politique et ces méthodes pourront tenir encore longtemps. De ce point de vue, les élections locales de février 2014 ont sonné comme une alarme. Pour la première fois depuis sa victoire à la présidentielle du 26 novembre 2006, Correa a perdu un scrutin. Ses partisans ont été battus dans les plus grandes villes du pays, parmi elles Guayaquil (la capitale industrielle, déjà administrée par l'opposition) mais aussi la capitale Quito et Cuenca, passées à droite. Son parti, Alianza País, ne l'a emporté que dans 10 régions sur les 23 que comporte l'Équateur.

Toute la question devient maintenant de savoir si les désillusions croissantes vont bénéficier à la droite, ultralibérale et réactionnaire, ou si le mouvement populaire sera un mesure de construire dans le cadre de ses luttes une alternative politique, cette fois-ci de contenu non plus abstraitement « citoyen » mais authentiquement socialiste. □

1 En 2000. La banque centrale équatorienne est ainsi alimentée en devises par la Réserve fédérale US. Elle n'est autorisée à émettre elle-même – sous contrôle – que des pièces de 1 à 50 centimes (sur lesquelles le cent est rebaptisé centavo...)

2 L'exploitation du champ ITT situé au sein du parc Yasuni provoquerait l'émission annuelle de 407 millions de tonnes de CO2 dans l'atmosphère – un chiffre du même ordre que le total de ces émissions par la France.
3 « Ya-t-il quelqu'un pour défendre la Révolution citoyenne ? » Ce texte fort intéressant est disponible en espagnol à l'adresse <http://alainet.org/active/73679&lang=es>

Mythes et réalités du Brésil de Lula et Dilma

PAR DANIELA COBET

Les dernières années ont été marquées en Amérique Latine par un début d'épuisement du phénomène, certes hétérogène, des gouvernements post-néolibéraux, dits « progressistes », arrivés au pouvoir à partir du début des années 2000. Malgré les particularités linguistiques et historiques qui séparent le géant sud-américain de ses voisins, le Brésil n'échappe pas à la règle et se situe lui aussi dans ce que l'on pourrait appeler une « fin de cycle ».

Ce constat général ne doit cependant pas se confondre avec un quelconque pronostic électoral, puisqu'il s'agit d'un processus complexe et multiforme, qui ne peut se dénouer qu'à moyen terme. Par ailleurs, ce même processus à l'échelle du sous-continent n'a pas empêché chez les voisins hispanophones Maduro d'être réélu au Venezuela et ne devrait pas non plus menacer la réélection d'Evo Morales en Bolivie.

UNE DÉGRADATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

La stabilité qui a régné pendant la première décennie du Parti des travailleurs (PT) au pouvoir était en grande mesure assise sur un cycle ascendant de l'économie mondiale, qui au Brésil s'est prolongé au-delà du début de la crise capitaliste en 2008, grâce à un flux exceptionnel de capitaux étrangers, ainsi qu'à une forte demande de matières premières de part de la Chine, le tout ayant permis d'accroître temporairement le marché interne brésilien.

La productivité industrielle a néanmoins stagné et n'a donc pas été en mesure de suivre la croissance de la demande, ce qui a eu tendance à aggraver les problèmes structurels du pays. La dépendance à l'égard des capitaux étrangers a grimpé de façon vertigineuse en faisant du réal une des devises les plus volatiles au monde. Le faible taux d'investissement et l'oscillation des prix à l'échelle internationale créent des pressions inflationnistes constantes. Le taux d'endettement des foyers et des entreprises menace de plus en plus la consommation. Face à tous ces symptômes, l'éternel remède de l'augmentation des taux d'intérêt visant à contenir l'inflation et à attirer des capitaux étrangers ne peut qu'aggraver les choses.

Les projections pour les prochains mois ne montrent pas de perspective d'amélioration, mais plutôt des tendances à la stagnation, voire à la récession, et on commence à le sentir avec le taux de chômage

qui monte, en particulier dans l'industrie. Dans ce contexte, les illusions d'une amélioration graduelle et durable des conditions de vie des travailleurs et des couches populaires qu'a alimentées le PT pendant des années commencent à se briser sous les coups de la crise capitaliste mondiale qui, avec quelques années de décalage, est désormais bel et bien arrivée dans les pays dits « émergents ».

Il serait difficile d'expliquer comment les gouvernements de Lula et ensuite de Dilma ont pu faire un certain nombre de concessions aux travailleurs et aux couches populaires, tout en respectant l'ensemble des accords avec l'impérialisme et ses institutions, sans cette conjoncture économique favorable. Voilà pourquoi l'inversion des tendances sur ce terrain peut changer des choses.

UN PAYS MOINS INÉGAL ?

Qu'il y a eu une réduction de la pauvreté extrême et du chômage pendant les années de gouvernement du PT est un fait, personne ne peut le nier. Cela est le produit d'une combinaison entre les tendances objectives évoquées ci-dessus et une politique de création et augmentation des allocations sociales pour les couches les plus pauvres, celles qui étaient en situation de malnutrition, etc. Ce n'est donc pas un fait du hasard si c'est dans la région Nord-est du pays, une des plus touchées par ces problèmes, que Lula a constitué dès son premier gouvernement sa base sociale la plus solide. Cependant, est-ce qu'il y a eu un partage du revenu national essentiellement différent entre le capital et le travail, une sorte de « partage des richesses » ?

Une donnée peut éclaircir la question : selon une étude de l'Université nationale de Brasilia, entre 2006 et 2012 les 5 % les plus riches sont passés d'un niveau correspondant à 40 % du revenu national à... 44 % ! En effet la part des salaires dans le PBI brésilien a plutôt baissé et tourne aujourd'hui autour de seulement 35 %. Cela suffit à briser tout mythe sur une soi-disant politique à la Robin des Bois...

UNE NOUVELLE CLASSE MOYENNE ?

Un autre élément central de la propagande luliste est le fait qu'une grande partie des anciens pauvres et des travailleurs auraient accédé à la classe moyenne. Il faut avoir une étrange vision de ce qui peut être la classe moyenne lorsqu'on sait que 15 % des salariés ne touchent même pas le salaire minimum, qui correspond à un peu plus de 200 euros et est quatre fois inférieur à ce que l'équivalent de l'INSEE au Brésil dit être nécessaire pour subvenir aux besoins élémentaires d'un travailleur. Le salaire moyen, qui concerne plus de la moitié de la population active, tourne autour de 1,5 salaire minimum.

Il est utile de rappeler également que la durée hebdomadaire de travail au Brésil est de 44 heures et que plus d'un tiers de la population se voit obligée de la dépasser pour boucler ses fins de mois, et que la précarité a été la règle pour les nouveaux emplois créés dans le pays. Plutôt que de nouvelle classe moyenne, il faut parler d'extension du salariat.

LES PAROLES ET LES ACTES

C'est bien dans cette contradiction entre un discours exultant sur le « miracle brésilien » et la réalité qui se sont engouffrées les mobilisations massives de juin 2013. Puisque le pays a avancé, qu'il y a de la croissance, qu'il devient une puissance, etc., pourquoi les travailleurs ne pourraient-ils pas vivre un peu mieux, disposer de services publics corrects ? De là, le fait que l'étincelle soit venue des prix des transports qui sont une véritable charge pour les travailleurs (le prix d'un trajet de métro dépasse un euro et il n'y a pas de système d'abonnement).

Des millions de Brésiliens sont ainsi descendus dans la rue pour réclamer de nouveaux acquis, encouragés en partie par la propagande du PT autour de l'idée d'une amélioration graduelle des conditions de vie, mais aussi par la réalité d'un budget compromis conjoncturellement par les dépenses liées à l'organisation du Mondial et plus structurellement par le paiement de la dette et de ses intérêts, qui engagent 44 % de celui-ci.

AU-DELÀ DE JUIN : RECOMPOSITION OUVRIÈRE ET CRISE DU RÉGIME SYNDICAL

Ce qui est intéressant à noter, c'est que cette explosion sociale en grande partie inattendue n'est pas un fait totalement isolé. Elle a été préparée de façon silencieuse par des centaines de grèves, en parti-

culier sur les salaires et les conditions de travail et, de façon plus ouverte au moins à partir de 2011, par les émeutes ouvrières sur les chantiers de construction d'infrastructures. Les manifestations de juin n'ont fait qu'accélérer ce processus profond de recomposition du mouvement ouvrier.

De la grève des balayeurs de Rio à celle des universités de la région de São Paulo, en passant par les chauffeurs de bus de plusieurs régions, les travailleurs du métro de São Paulo et d'autres, c'est une véritable vague nationale de grèves qui est en cours, et de plus se combine avec beaucoup d'autres phénomènes politiques, de lutte

par un comité de grève d'une centaine de délégués élus par secteurs, avec un programme non corporatiste de défense des services publics et des conditions de vie de la population. Dans les deux cas, un aspect remarquable a été la fusion d'éléments porteurs d'une grande tradition de lutte et de jeunes de la « génération de juin ».

ET LES ÉLECTIONS DANS TOUT ÇA ?

Pendant que nous clôturons ce numéro, les Brésiliens s'apprentent à voter pour leurs président, gouverneurs et députés. S'il est vrai que la situation oblige aujourd'hui l'ensemble des candidats à avoir

slogan « Ils ne nous représentent pas » scandé par les manifestants, et dont a témoigné la chute de la popularité de tous les gouvernements à tous les niveaux (Etat central, régions, municipalités), finisse par être partiellement canalisée aussi vite par une droite libérale au visage renouvelé.

Dilma, de son côté, a fini par trouver elle aussi un positionnement, en essayant de se présenter comme étant « à gauche » ou en tout cas un moindre mal et un rempart contre des reculs sociaux, histoire de capitaliser ainsi la peur d'un retour en arrière et le sentiment « conservateur », qui peut exister dans des larges couches de travail-



Les grèves se multiplient au Brésil... Ici, en juin 2014, les travailleurs du métro de São Paulo. DR.

pour le logement, contre la violence policière, le racisme. Rien à voir avec la paix sociale qui a régné dans le pays pendant de nombreuses années comme résultat de la politique de conciliation de classes du PT et de la cooptation de toute une partie des directions du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux.

Là où, par contre, l'extrême gauche conserve des positions syndicales, comme dans le métro de São Paulo ou à l'Université de São Paulo, des expériences très avancées peuvent avoir lieu. Une grève offensive du métro à la veille du début du Mondial, avec piquets, qui a subi une énorme répression, avec 42 licenciés (dont 35 ont déjà été réintégrés par décision de justice). Une grève victorieuse de quatre mois à l'Université de São Paulo, dirigée

par un discours « social », la configuration générale des élections semble plutôt contradictoire avec une situation qui a évolué clairement à gauche depuis l'année dernière. Le principal symptôme en est que la candidature de « l'ordre » que représente Dilma Rousseff apparaisse comme la plus à gauche parmi les candidats en position de l'emporter. Car malgré son discours « rénovateur » et son profil « populaire », sa probable adversaire au deuxième tour, Marina Silva, incarne un programme clairement libéral, couronné par une série de positions assez obscurantistes sur les questions de société telles que la religion, l'avortement ou les droits des LGBTI.

Il est tout de même paradoxal que la crise politique ouverte à partir des mobilisations de juin 2013, exprimée à travers le

leurs et des secteurs populaires, à l'égard des (petits) acquis obtenus sous le gouvernement du PT.

Il est clair que la radicalisation qui s'est exprimée en juin 2013 se trouve peu ou mal exprimée dans l'échéance électorale qui approche. Cette radicalité se trouve certainement masquée pour une part derrière le vote utile pour Dilma en tant que « moindre mal », et pour une autre derrière l'envie de « donner une chance » à Marina Silva. C'est qui est sûr néanmoins, c'est que quel que soit le vainqueur, le prochain gouvernement s'attèlera à la tâche d'imposer des reculs sociaux à une classe ouvrière et une jeunesse qui se sont levées, et qui ne se laisseront pas faire si facilement. □

1 Il suffit pour s'en rendre compte d'entendre Aécio Neves, le représentant de la droite libérale, parler de ré-étatisation de la compagnie pétrolière Petrobras, de l'élargissement des allocations sociales ou du renforcement des services publics.

ARGENTINE

Fin de règne pour le kirchnérisme

PAR MARCELO N.

Explosion de l'inflation qui atteint les 40 % annuels, comme du chômage qui frôle les 20 %, crise de l'industrie automobile et fermetures d'usine, dévaluation de la monnaie et risque de faillite financière... L'Argentine est à nouveau en crise. Les luttes sociales sont à l'ordre du jour et la gauche révolutionnaire y joue un rôle de premier plan. Les ressources politiques du « kirchnérisme » (du nom des présidents successifs, Néstor puis Cristina Kirchner) s'épuisent et tous les acteurs politiques se préparent en vue de son remplacement au pouvoir.

Néstor Kirchner, membre du parti péroniste et de sa supposée aile gauche, avait accédé à la présidence de la République, après les élections de 2003, dans la foulée de l'« argentinazo », la grande révolte populaire qui en décembre 2001 avait chassé le gouvernement en place et ouvert une période de luttes et d'instabilité. L'Argentine était en faillite. Elle ne payait plus sa dette extérieure et ses gouvernements tombaient les uns après les autres. L'Etat avait dû prendre en charge la tâche de sauver les différents secteurs capitalistes. Une énorme dévaluation servit alors à éponger les dettes. Des couches entières de la population tombaient dans le chômage et la misère.

Le kirchnérisme a été la ressource politique utilisée par la bourgeoisie pour essayer de

refermer la crise, grâce aux capacités de contrôle du péronisme sur le mouvement ouvrier et populaire, et à travers une politique de renégociation de ses rapports avec l'impérialisme, dans le cadre d'un virage nationaliste.

Il a connu son essor entre 2003 et 2008. Les prix très favorables du soja, dus à l'émergence de la Chine comme nouvelle puissance sur le marché mondial, ont alors contribué à l'expansion de la production argentine de produits de base, avec l'introduction des OGM et de nouvelles formes de développement capitaliste (contrôle de la production par de grandes entreprises capitalistes). Le cycle récessif s'est inversé et les flux de capitaux se sont également orientés vers l'industrie, surtout l'automobile, ainsi que vers la spéculation immobilière

lière et le système financier. En 2005 puis 2010, la dette a été renégoeciée. Ses disponibilités en dollars ont permis à l'Etat de subventionner les groupes capitalistes et de financer les déficits publics.

Néstor Kirchner avait coutume de dire que son programme était la reconstruction d'une bourgeoisie nationale. Ce à quoi il est parvenu est en fait l'agrégation de groupes capitalistes anciens et nouveaux centrés sur la production et la commercialisation du soja, les contrats avec l'Etat, les affaires avec le Venezuela, les services. Le capital étranger est resté dominant, même s'il a dû composer avec une intervention croissante de l'Etat argentin. Il y a eu un certain développement de secteurs de haute technologie, même si leur rôle est resté marginal. Mais le déclin du nouveau « modèle » a commencé dès 2008, avec l'irruption de la crise capitaliste mondiale. Contraint d'infléchir sa politique, le nationalisme de Kirchner s'est alors efforcé de normaliser ses relations avec les marchés financiers.

NÉGOCIATIONS ET ACCORDS SECRETS

Le gouvernement Kirchner était arrivé à un accord avec 93 % des créanciers de la dette extérieure (125 milliards de dollars). Kirchner a toujours présenté cet accord comme une « victoire », puisque ne devaient être remboursés que 30 % de la valeur nominale des dettes ; en réalité, la renégociation

et les versements qui ont suivi ont permis une revalorisation générale des titres figurant dans les bilans de banques et enrichi les grands groupes capitalistes. Seuls quelques secteurs – tels que les fonds de retraite italiens – ont perdu une partie de leur mise de départ. Comme le dit la présidente Cristina, l'Argentine a respecté ses engagements à la lettre et est devenue le « payeur les plus fiable du monde ».

Pour faire accéder l'Argentine au rang de pays capitaliste respecté, le gouvernement a conclu des accords avec le Club de Paris, REPSOL (la société espagnole d'hydrocarbures, dont une partie des actifs dans le pays avaient été nationalisés – avec indemnités) et le CIADI, tribunal de la Banque Mondiale chargé de « régler » les conflits entre Etats et groupes capitalistes. A chaque fois, le gouvernement « anti-impérialiste » a accepté les demandes du grand capital. A travers ces négociations, l'Argentine voulait en réalité faire valoir ses nouveaux atouts, en particulier le gisement de pétrole de Vaca Muerta et plus généralement l'exploitation pétrolière et minière, gaz de schiste inclus. La présidente Kirchner s'est permis de dire que l'Argentine pouvait devenir une nouvelle Arabie Saoudite. Un accord vient d'être signé avec Chevron (la deuxième compagnie pétrolière des Etats-Unis) sur les investissements de Vaca Muerta, accord dont le gouvernement argentin maintient les clauses secrètes. Pour compléter le tableau, le Congrès des députés va maintenant examiner un projet de loi sur l'exploitation du pétrole, très favorable à Chevron et aux groupes pétroliers internationaux.

UNE NOUVELLE CRISE DE LA DETTE

Mais alors que ce nouveau volet de la valorisation de l'Argentine sur le marché mondial demande une normalisation des relations financières, un nouveau problème est apparu. Des « fonds vautours » (fonds d'investissements spéculatifs spécialisés dans l'achat à bas prix de dettes émises par des débiteurs en difficulté) qui détiennent une partie des 7 % de la dette non renégoeciés en 2005 et 2010 ont obtenu une décision favorable d'un juge de New York, confirmée ensuite par la Cour suprême des Etats-Unis. Ce jugement veut obliger le gouvernement argentin à payer 100 % de la valeur nominale des titres détenus par ces fonds d'investissement. S'il ne s'agit en principe de 1,5 milliard de dollars, les répercussions sur le reste de la dette pourraient porter la note à des dizaines de milliards. L'Argentine refuse pour le moment d'exécuter le jugement et demande une nouvelle négociation.

L'affaire des fonds vautours est devenue un problème pour l'ensemble du système financier international. Le juge empêche les autres paiements de l'Argentine aux Etats-Unis, ce qui pourrait affecter l'ensemble des accords sur la dette. Martin Wolf (éditorialiste du *Financial Times*) défend la position de l'Argentine, en soulignant qu'accepter ce jugement conférerait à un obscur juge de New York plus d'autorité qu'aux banques et au FMI. Toute renégociation de la dette d'un pays deviendrait impossible. Les conflits entre créanciers et débiteurs ne pourraient trouver aucune forme de résolution ferme et définitive. Les fonds vautours essaient en fait de se placer dans les meilleures conditions pour tirer d'immenses profits spéculatifs des titres de la dette argentine et d'autres pays, ainsi que pour obtenir les meilleurs taux sur les émissions futures. La dette est un cercle infernal, que seule pourrait briser sa non reconnaissance, qui ouvrirait la voie à une rupture avec le système financier international et ses effets néfastes sur les pays endettés et les populations.

Le gouvernement présente l'affrontement en cours comme un conflit entre la patrie et l'impérialisme. Il demande à la population de le soutenir et au mouvement ouvrier de renoncer à toute revendication salariale pour ne pas faire le jeu de la droite. Le grand capital exige une dévaluation brutale et de nouvelles concessions pour sortir de l'impasse. Une solution de droite est aujourd'hui à l'ordre du jour pour les fractions les plus concentrées du capital argentin. Cristina Kirchner hésite, improvise des « solutions » sans lendemain et demande l'aide du Pape.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA MOBILISATION POPULAIRE

A la différence du péronisme en 1945, Kirchner n'a pas pu, même à ses débuts, soumettre le mouvement ouvrier et populaire à un contrôle politique, bureaucratique et répressif. Il a pactisé avec la bureaucratie, totalement corrompue et haïe, qui gère les syndicats depuis les années 1960. Mais l'expérience de la décennie 1990-2000, l'expression démocratique de la population, l'intervention des masses dans l'« argentinazo » et la place gagnée par la gauche révolutionnaire ont constitué des barrières infranchissables.

A la différence là aussi du premier péronisme, les « réformes sociales » que le kirchnérisme dit avoir introduites n'ont modifié les conditions d'exploitation qu'à la marge. Les années d'expansion ont permis une augmentation du nombre des salariés,

tout comme des salaires dans certains secteurs (et c'est un élément de renforcement du mouvement ouvrier), ainsi qu'une certaine diminution du travail au noir, mais la baisse du chômage a été due avant tout à des programmes gouvernementaux d'assistance, avec des subventions à l'emploi précaire et des salaires de misère.

Le chômage atteint aujourd'hui près de 20 % de la population active (entre 200 000 et 300 000 chômeurs supplémentaires sont prévus sur l'année en cours) et la chute des salaires en 2014 variera entre 7 et 10 %. Ces dix dernières années, l'automobile avait été une branche en développement ; elle est aujourd'hui en déclin, avec des fermetures d'usine à tous les niveaux de la chaîne de production. Et le gouvernement de Cristina Kirchner met actuellement en place un programme d'austérité et d'ajustement.

Les conflits se multiplient dans les entreprises. La gauche révolutionnaire, notamment à travers les composantes (Parti ouvrier, Parti des travailleurs pour le socialisme, Gauche socialiste) du FIT (Front de la gauche et des travailleurs), se trouve à la direction de plusieurs de ces conflits et exerce une influence croissante dans les secteurs combattifs de la classe ouvrière. Le patronat, avec l'aide directe de directions syndicales totalement corrompues, comme avec celle des mesures répressives du gouvernement, répond par des mesures de lock-out et des licenciements de militants. Le mouvement ouvrier résiste par la grève, les piquets de grève, les manifestations de rue, les coordinations par en bas. Le 28 août 2014, à l'appel de trois des cinq confédérations syndicales du pays, a eu lieu une nouvelle journée de grève générale contre le gouvernement de Cristina, après celles du 20 novembre 2012 et du 10 avril 2013. Le quotidien de droite *La Nación* titrait le 29 août qu'« avec l'importance des piquets, l'extrême gauche a capitalisé la grève ». Le gouvernement utilise la provocation et la répression. Il accuse l'extrême gauche d'être à la remorque de la bourgeoisie, qui préparerait non seulement un virage à droite mais y compris un coup d'Etat.

Tout en assurant une solidarité active les luttes ouvrières et populaires en Argentine, il nous faut plus que jamais être attentifs à l'évolution de la situation dans ce pays, où les responsabilités de la gauche révolutionnaire deviennent réellement importantes. □

A l'aube de la grève générale du 28 août, des organisations révolutionnaires et des syndicats combattifs coupent l'autoroute panaméricaine, qui sépare la ville de Buenos Aires de sa banlieue. DR.



BOLIVIE

Vers un troisième mandat d'Evo Morales ?

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Des élections présidentielles auront lieu le 12 octobre 2014 et contrairement aux autres dirigeants latino-américains considérés « de gauche », Evo Morales ne devrait pas avoir de difficulté à être réélu. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas en Bolivie de grandes contradictions, qui tôt ou tard éclateront.

Comme la majorité des gouvernements dits progressistes du continent latino-américain, Evo Morales est arrivé au pouvoir, en 2006, porté par une mobilisation de masse. Les luttes contre la privatisation de l'eau et du gaz avaient fait tomber plusieurs gouvernements. La situation du pays était alors calamiteuse.

Huit ans plus tard, la Bolivie affiche un taux de croissance de 5 %, l'inflation est tombée au niveau (très bas pour la région) de 6,5 %, le taux de chômage qui était de 11 % s'est réduit à 3 % selon le gouvernement et 5 % selon des experts indépendants. La balance commerciale et les comptes publics dégagent des excédents, tandis qu'avec l'aide de l'Argentine, de la France et de l'Iran, Morales se prépare à développer l'énergie nucléaire¹. Sur le plan social, le bureau en Bolivie du

Haut-commissariat de l'ONU pour les droits de l'Homme a relevé l'an dernier une série d'avancées en matière de santé, d'éducation et d'accès aux services de base, en soulignant que le gouvernement s'est ainsi gagné le soutien d'une grande partie de la population la plus pauvre². Au plan politique, le parti de Morales, MAS-IPSP (Mouvement vers le socialisme – Instrument politique pour la souveraineté des peuples) occupe le centre de la scène. Le MAS dispose d'une majorité de plus des deux tiers à l'Assemblée législative plurinationale, contrôle la majorité des régions et la plupart des municipalités, exerce une influence déterminante dans les décisions de la Cour électorale et du pouvoir judiciaire. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce qu'à quelques semaines de l'élection, les sondages donnent 56 % à Morales contre 17 % à son

suivant immédiat³, ce qui lui assurerait un troisième mandat consécutif – à courir jusqu'en 2020.⁴

Mais si Morales apparaît ainsi comme le seul dirigeant « progressiste » du continent dont le gouvernement ne soit pas en crise, la situation est cependant plus complexe.

LES DEUX PROGRAMMES D'EVO MORALES

Le duo entre Morales et García Linera (le vice-président, qui joue un rôle politique important) est arrivé au pouvoir avec un mandat populaire mais aussi avec son propre projet. En tant que candidats du MAS-IPSP, il se présentaient dans le cadre d'un accord programmatique passé entre le « noyau fondateur » (composé des six fédérations du syndicat des producteurs de coca dirigé par Morales, de la CSTUCB, Centrale syndicale unitaire des travailleurs-paysans de Bolivie, de la Fédération nationale des femmes paysannes, de la CIDOB, Confédération des peuples indigènes de Bolivie et de la Confédération des retraités) et la COB (Centrale ouvrière bolivienne), les syndicats de l'éducation et de la santé, les fédérations et associa-

tions de voisins, les associations de mineurs « coopérativistes » et la CONAMAQ, Confédération des peuples quechuas. Les quatre points de ce programme étaient la nationalisation des hydrocarbures, une Assemblée constituante pour créer un Etat plurinational, une réforme agraire, le jugement et le châtement des responsables de la répression de la mobilisation populaire.

Mais Morales et García Linera avaient également leur propre projet. Selon ce que ce dernier expliqua peu après leur victoire électorale, leur objectif était une « transformation radicale de la société et de l'Etat, mais pas dans une perspective socialiste » ; le socialisme était en effet quelque chose d'impensable en Bolivie car (toujours selon ses mots) « il y a un prolétariat minoritaire démographiquement et inexistant politiquement, et l'on ne construit pas le socialisme sans prolétariat ». A la place, il proposait un « capitalisme andino-amazonien », défini comme « la construction d'un Etat fort, qui régule l'expansion de l'économie industrielle, extraie ses excédents et les transfère vers les communautés pour développer des formes d'auto-organisation et de développement marchand spécifiquement andin et amazonien »⁵. Ceci s'accompagnait de l'adoption d'un modèle de développement capitaliste extractiviste, basé sur le développement des exportations de matières premières. L'exploitation des hydrocarbures et des mines a été intensifiée, et la culture industrielle du quinoa (une « proto-céréale » aux fortes qualités nutritionnelles) et du soja a été introduite.

Quant à la mise en application du mandat populaire, elle a rencontré nombre de problèmes. La réaction de l'oligarchie blanche des propriétaires terriens de l'Est, ainsi que des partis bourgeois traditionnels, à la mise en place de l'Assemblée constituante et de l'Etat plurinational, a pris la forme d'une menace de sécession. En lien avec les mouvements populaires, Morales a alors défait l'opposition la plus intransigeante. L'Etat plurinational a vu le jour, même si les droits désormais reconnus aux communautés originaires n'ont pas été mis en application, ce qui constitue une source permanente de conflits.

EXTRACTIVISME À TOUT-VA, MISÈRE ET INÉGALITÉS

Pour mettre en œuvre sa politique agro-industrielle, Morales avait besoin des latifundistes de l'Est. L'essentiel des subventions et aides à l'agro-industrie est allé à la fraction de ces élites qui a accepté de négocier. La réforme agraire s'est limitée à la

remise à des paysans sans terre de parcelles situées dans des zones marginales de l'Amazonie, et à celle de titres de propriété à des petits agriculteurs pour des terres qu'ils travaillaient déjà. Le résultat a été une aggravation des inégalités entre l'est, latifundiste et tourné vers l'agro-exportation, et l'ouest indigène où les divisions successives de petites parcelles contraignent les paysans à émigrer vers les villes ou à devenir ouvriers agricoles. Quant à l'introduction du quinoa et du soja, elle liquide les cultures traditionnelles en étendant les surfaces destinées aux cultures commerciales.

L'exode urbain a pour conséquence la croissance des villes au détriment de terres auparavant consacrées à la production agropastorale. Devant le manque de nouvelles terres à cultiver, les communautés paysannes occupent des terres indigènes, des zones forestières et d'autres zones protégées. Les conflits entre municipalités et régions pour l'exploitation de terres ou de gisements miniers montrent les conséquences sur le tissu social d'un modèle de développement extractiviste. Quand bien même la constitution consacre le « bien vivre » en « harmonie avec la nature », l'extractivisme impose sa logique économique. Selon la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), la part des matières premières dans le total des exportations boliviennes est passée de 89,4 % en 2005 à 93 % en 2013. Les 43 millions de mètres cube de gaz naturel exportés chaque jour représentent à l'année 5,6 milliards de dollars, soit 42 % des exportations du pays.⁶ Dans le même temps, avec le remplacement des cultures traditionnelles par le quinoa et le soja, les importations d'aliments ont crû de 28 %.

Alors que la Bolivie dispose de 15 milliards de dollars de réserves de change et a un excédent commercial de 51 %, 40 % de sa population vit toujours avec moins de deux dollars par jour. Les accords salariaux ne vont jamais au-delà de l'inflation, et la Bolivie a le salaire minimum le plus bas d'Amérique latine – 200 dollars par mois, alors que le panier des biens et services de base est de 1000 dollars.⁷ La décision toute récente de légaliser le travail des enfants de plus de 10 ans (car, a déclaré Morales, cela « les aide à acquérir une conscience sociale » !) a pour toile de fond le fait que l'exploitation des enfants, qui représentent un cinquième de la force de travail bolivienne, aide à maintenir des salaires de misère. Au cours des dernières années, les dépenses sociales n'ont aug-

menté que marginalement. Le décile le plus riche de la population perçoit 45,4 % des revenus, et le plus pauvre seulement 1 %. Le coefficient de Gini (mesurant les inégalités), qui était de 57,9 en 1999 (un des niveaux les plus élevés au monde), est passé à 58,1 en 2009.⁸

LES CONFLITS SOCIAUX SOUS LE DEUXIÈME MANDAT DE MORALES

Pendant le deuxième mandat de Morales, l'approfondissement des politiques extractivistes et la recherche des équilibres macroéconomiques (budget, balances commerciale et des paiements) ont provoqué une augmentation de la conflictivité sociale.

Les rapports entre Morales et ses bases indigènes ont été pour le moins complexes. Le report de la législation sur l'autonomie des territoires indigènes – afin de les garder sous le contrôle de l'Etat central – a provoqué la rupture de la CIDOB (l'organisation des communautés guaranis) et de la CONAMAQ (communautés quechuas). Le conflit du « Territoire indigène du Parc national Isidoro Secure », déclenché lorsque le gouvernement a voulu construire une autoroute à travers ces terres, ne posait pas seulement un problème écologique mais aussi celui du respect des décisions des peuples originaires, pourtant sanctionné dans la constitution.

La décision de maintenir à tout prix les comptes publics en excédent a provoqué de fortes tensions avec la COB. En décembre 2010, quand le gouvernement a voulu éliminer les subventions sur l'essence, la COB s'est jointe aux protestations urbaines – jusqu'à ce que la mesure soit, un mois plus tard, annulée. En avril-mai 2011, la COB lança une série de manifestations face au refus du gouvernement de répondre à ses revendications salariales. Les affrontements continuèrent jusqu'en janvier 2012, quand les demandes de la COB furent finalement acceptées.

En mai 2013, le gouvernement lança une réforme du système des retraites, qui affectait tout particulièrement les mineurs. La COB et les mineurs de Huanuni, la principale mine d'Etat, appelèrent alors à une grève générale qui dura deux semaines⁹. Les syndicats enseignants et même celui des policiers unirent leurs revendications à celles des mineurs et de la COB. Les travailleurs bloquèrent des routes et dynamitèrent des ponts. Le gou-



vernement les accusa de vouloir le faire tomber. La CIDOB et la CONAMAQ apportèrent leur soutien aux grévistes, en répliquant que le gouvernement voulait une confrontation avec le peuple bolivien. Dans tout le pays, les heurts entre les grévistes et les secteurs pro-gouvernement furent violents. La COB et les mineurs durent finalement accepter l'essentiel du plan gouvernemental : partir en retraite avec 70 % du salaire au lieu de 100 %, et pour les mineurs cotiser pendant 35 ans au lieu de 30 précédemment – l'âge de départ étant cependant abaissé de 65 à 58 ans.

Sur ce fond de tensions croissantes entre le pouvoir exécutif et la centrale ouvrière, la COB avait engagé en mai 2013 le processus de formation d'un Parti des travailleurs (PT), dans la perspective d'une confrontation avec Morales à l'occasion de l'élection de 2014. En décembre 2013, le gouvernement décida cependant, par décret, de doubler la prime de fin d'année versée aux salariés et ce « geste de paix » suffit à la direction de la COB pour dissoudre le PT et se mettre à soutenir la nouvelle candidature de Morales, liquidant ainsi la première possibilité de voir se former en Bolivie un parti de classe.

ET MAINTENANT ?

Le premier mandat de Morales a été marqué par les heurts entre le gouvernement et la bourgeoisie latifundiste qui refusait de perdre ses privilèges, crise qui a été résorbée par une série de concessions du gouvernement. Au sein de la population, les interrogations se sont développées quant au fait que l'on vivait toujours aussi mal alors même que l'économie « fonctionnait ». Dans le même temps, le processus constitutionnel a rendu les gens plus conscients de leurs droits et, face aux dysfonctionnements et aux scandales, les demandes de « bon gouvernement » se multiplient aujourd'hui. Le prestige

de Morales a souffert. Les moyens extra-légaux auxquels il a recours, ses alliances secrètes avec des groupes d'influence, les quotas mis en place pour des organisations sociales dans les administrations publiques, les « stimulants sélectifs » servant à obtenir un soutien politique en échange de moyens matériels commencent à être contestés. Ses tentatives de placer ses gens sur les listes de candidatures ont rencontré la résistance des femmes du MAS et, pour la première fois, la parité et l'alternance homme-femme seront respectées sur toutes les listes de cette formation.¹⁰

Le second mandat de Morales a été marqué par une série de conflits entre le gouvernement et les secteurs populaires qui exigent l'application des quatre points du programme fondateur du MAS. La société bolivienne se caractérise par un haut niveau d'organisation et de participation aux luttes. En 2008, trois Boliviens sur dix disaient avoir pris part à un blocage de route. De plus, il est commun que lorsqu'un secteur entre en lutte, d'autres se joignent à lui avec leurs propres revendications, parce qu'ils savent qu'ainsi les possibilités de gagner sont meilleures.¹¹ Souvent, cela fonctionne : confronté à des grèves de la faim, des blocages de route et des manifestations de masse, le gouvernement préfère autant que possible céder au dernier moment afin d'éviter des affrontements violents.

La contradiction entre les exigences populaires et le modèle économique de Morales ne pourra que s'aiguïser. Jusqu'à quand le peuple bolivien, acteur en 1953

de la seule révolution ouvrière et socialiste que l'Amérique latine ait connu, et dont les traditions d'auto-organisation et d'armement populaire restent vivaces, acceptera-t-il que le gouvernement applique un programme contraire à celui sur lequel il a été porté au pouvoir ? Jusqu'à quand le gouvernement parviendra-t-il à jouer certains secteurs des classes populaires contre d'autres ? Ce sont les grandes inconnues du troisième mandat à venir. □

1 « Evo avec plus d'énergie », Página 12, 29/06/2014 <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-249661-2014-06-29.html>

2 Idem.

3 Página 7, 26/08/2014, <http://www.paginasiete.bo/nacional/2014/8/26/sube-puntos-samuel-tuto-dos-segun-encuesta-30470.html>

4 Si la Constitution interdit qu'un président effectue de deux mandats successifs, le Tribunal constitutionnel a considéré que ceux-ci devaient être comptabilisés à compter de l'adoption de cette même nouvelle constitution.

5 Garcia Linera, Alvaro, « Le capitalisme andino-amazonien », Le Monde Diplomatique (édition latino-américaine), <http://www.lemondediplomatique.cl/El-capitalismo-andino-amazonico.html>

6 Página 12, « Réserves boliviennes », 23/07/2014 <http://www.pagina12.com.ar/diario/economia/2-251353-2014-07-23.html>

7 Clarín, 15/06/2014, « La Bolivie d'Evo, un miroir pour Cristina ? », http://www.clarin.com/politica/Bolivia-Evo-espejo-Cristina_0_1157284286.html

8 Petras, James, « Bolivie sous Evo : radicalisme à l'extérieur, orthodoxie à la maison », Somos Sur, <http://somosur.net/bolivia/politica/seguimiento-al-nuevo-estado-plurinacional/1330-la-bolivia-de-evo-morales.html>

9 Voir Tout est à Nous/L'Anticapitaliste, revue n° 44 de juin 2013.

10 Fondation Unir, « Infographie du conflit : en juillet, les niveaux de violence ont diminué par rapport aux mois précédents », <http://unirbolivia.org/nuevo/infografia-del-conflicto-en-julio-los-niveles-de-violencia-descendieron-respecto-de-meses-pasados/>

11 Komadina, Jorge, « Conflits et défis politiques et institutionnels du deuxième gouvernement d'Evo Morales », <http://www.gobernabilidad.org.bo/revista-andamios/con-textos/item/conflictos-y-desafios-politicos-e-institucionales-del-segundo-gobierno-de-evo-morales-2>



Manifestation de la « Fédération des femmes paysannes indigènes originaires de Bolivie » (septembre 2012). DR.

1914-1918

Les fusillés pour l'exemple de la première année de guerre

PAR PATRICK LE MOAL

« Pour maintenir l'esprit d'obéissance et la discipline parmi les troupes, une première impression de terreur est indispensable. »

Général Philippe Pétain, 1915.

Si avant 1917 il n'y a pas eu de mutineries, de refus collectifs, il est impossible d'affirmer que faire la guerre sans se révolter ouvertement implique une acceptation en conscience. D'abord, parce que le délire patriotique et l'enthousiasme guerrier des premiers jours, décrits par nombre d'historiens, n'était pas celui des milieux populaires. Ensuite, parce qu'après les carnages des premières semaines, le sacrifice avait loin d'avoir valeur d'évidence. Revenir sur les raisons de l'apparente acceptation de la guerre des tranchées, de l'apparente obéissance, est indispensable pour montrer en quoi elle n'est pas due au « consentement patriotique » tant vanté par les historiens de l'union sacrée. L'étude de centaines de milliers de lettres des poilus, des faits eux-mêmes, montre qu'elles sont le produit de facteurs multiples : les rapports de camaraderie face aux planqués de l'arrière et aux embusqués de l'état-major, la solidarité de groupe, mais aussi et surtout de la discipline de fer mise en place par la hiérarchie militaire.

Car acceptation ou consentement implique liberté de ne pas faire, et cette liberté n'a pas existé. La discipline pour obliger les soldats à se soumettre s'est illustrée à travers les centaines de fusillés pour l'exemple, dans toutes les armées et sur tous les fronts, dès les premiers jours de la guerre.

LA GRAND PEUR DE L'INDISCIPLINE FACE À LA BOUCHERIE

1914, c'est la bataille de la Marne et la « course à la mer ». L'utilisation massive de l'artillerie, de nouvelles armes comme les mines, le fusil-mitrailleur, la grenade, le lance-flamme et les gaz asphyxiants (à partir d'avril 1915) rendait suicidaire l'attaque traditionnelle. En décembre, on entrait dans la guerre des tranchées, l'enfer pour les soldats : la boue, les rats, les poux, les hurlements, la mort par les bombardements et les assauts suicidaires.

Il y eut en moyenne, sur toute la durée de

la guerre, 900 tués par jour chez les soldats français (1300 pour l'armée allemande). En tout, 1 400 000 tués (10 % de la population active masculine et 18 % des appelés) et 4 266 000 blessés : 70% des mobilisés furent soit tués, soit blessés.¹

Les premières semaines furent encore plus meurtrières. Entre le 6 août et le 13 septembre 1914, les combats ont fait 100 000 morts côté français et deux fois plus de blessés, disparus et prisonniers. La seule journée du 22 août, 27 000 soldats français étaient tués et on estime à environ 10 000 les soldats allemands dé-cédés le même jour.

L'obsession des généraux français était d'éviter toute retraite, toute débandade des soldats au pantalon rouge, portant un képi sous le déluge des bombardements.

ILS AVAIENT DES RAISONS DE S'INQUIÉTER

A la fin du 19^{ème} siècle avait émergé un mouvement antimilitariste. Jean Maïtron² avance les chiffres de 5991 insoumis et déserteurs en 1902, 14 067 en 1907, 12 000 à 13 000 en 1912. En tout, ils auraient été 76 723 à être recherchés par la police en 1911. Dès 1906, la Confédération générale du Travail (CGT) préconisait la « grève générale insurrectionnelle en cas de guerre ».

En 1913, le gouvernement portait la durée du service militaire de deux à trois ans. L'ensemble des organisations ouvrières s'opposait à ce projet, notamment la CGT et le Parti socialiste (SFIO)³.

Lorsque les appelés apprirent que leur temps de service allait être prolongé d'un an, de Toul à Paris, en passant par Orléans, Rodez, Mâcon, Nancy, Bourges, Troyes, Toulouse, Belfort et... Verdun, une vague d'agitation parcourut les casernes entre le 18 et le 24 mai. Les soldats manifestèrent, chantèrent *L'Internationale*, bousculèrent les officiers, tentèrent parfois de quitter collectivement leur caserne.

La SFIO et la CGT organisèrent des mee-

tings et manifestations contre la loi, dont celle qui réunit le 25 mai près de 150 000 personnes au Pré-Saint-Gervais, avec des dizaines d'orateurs parmi lesquels Jaurès.

Plusieurs dizaines de soldats, considérés comme des meneurs, furent arrêtés et promis au conseil de guerre. Des perquisitions eurent lieu dans 88 villes ; à Paris, au siège de la CGT et de la Bourse du travail, de *La Vie ouvrière* et du *Liber-taire*, de la Fédération communiste anarchiste, chez plusieurs responsables confédéraux, de la fédération du Bâtiment, du Comité de défense sociale. *La Bataille syndicaliste*, quotidien officieux de la CGT, initia un Comité de défense des soldats.

La loi fut votée le 19 juillet 1913

LA MOBILISATION GÉNÉRALE

Dans les jours précédant la mobilisation générale, sous l'impulsion des syndicalistes et des socialistes, des manifestations, meetings, affichages, tracts d'opposition à la guerre se multiplièrent. Mais tout s'arrêta le 1^{er} août, jour de la mobilisation générale. L'entrée en guerre surprit, et le ralliement dès le 2 août des syndicalistes et des socialistes à la défense du pays bloqua toute tentative. Le 4 août, les députés de tous les partis politiques votèrent les crédits de guerre : ainsi naquit l'Union sacrée pour la défense de la patrie.

3,6 millions de soldats français furent mobilisés du 2 août au 15 août 1914. Le départ ne se fit pas dans la joie, dans l'empressement de récupérer les provinces perdues. La résignation l'emportait. En outre, beaucoup s'imaginaient rentrer victorieux sous peu, et personne ne mesurait les réalités d'une guerre moderne.

Tout cela explique le nombre d'insoumis enregistrés lors de la mobilisation générale : le taux déclaré par l'état-major est de 1,5 %, alors qu'il s'attendait à plus de 10%. On parle de 32 000 insoumis et d'environ 1600 jugements en conseil de guerre pour insoumission et désertion entre août et décembre 1914. L'insoumission en août 1914 était donc un phéno-

mène réel mais limité.

L'obsession de l'état-major était de mettre au pas ceux qui étaient mobilisés, d'empêcher toute forme d'indiscipline face à la boucherie. Car les soldats reculaient devant le déluge d'artillerie, se perdaient dans la débâcle, refusaient d'obéir à des ordres inapplicables ou aberrants, se mutilaient volontairement, voire choisissaient de se rendre à l'ennemi... On les punit, le plus souvent pour un abandon de poste devant l'ennemi (refus de sortir des tranchées sans préparation, repli non maîtrisé...) ou une désertion (seront ainsi condamnés des soldats tout simplement égarés, ou en état de choc), non parce qu'ils étaient des exceptions, mais parce que tous étaient tentés de faire comme eux. Il fallait être rapide et expéditif.

LA NAISSANCE DES CONSEILS DE GUERRE SPÉCIAUX

L'état de siège proclamé le 2 août 1914, l'armée détenait alors des pouvoirs exceptionnels tant sur les militaires que

sur les civils. Le gouvernement écrivit le 10 août 1914: « si les nécessités de la discipline et de la défense nationale vous paraissent exiger impérieusement l'exécution immédiate des sentences, vous laisserez son libre cours à la justice sans m'en référer. » Le 1^{er} septembre 1914, Millerand, ministre de la Guerre, autorisait les généraux à faire exécuter les sentences sans possibilité de recours au président de la République.

Joffre, qui rendait la troupe responsable des échecs du début de la guerre, réclama par dépêche télégraphique une accélération des procédures judiciaires, car la lenteur « empêche de faire des exemples qui sont absolument indispensables ». Il demanda la création de conseils de guerre spéciaux de trois membres (en général le commandant du régiment assisté de deux officiers), ce que Millerand lui concéda le 6 septembre. La défense n'existait pratiquement pas, l'appel de témoins de la défense était impossible. Les jugements rendus n'étaient susceptibles ni de recours en révision, ni de pourvoi en cassation. En cas de condamnation à mort, la sentence était applicable dans les 24 heures.

Ces conseils de guerre servaient à sanctionner par de lourdes condamnations comme la peine de mort, mais aussi à « édifier », à prévenir par l'exemplarité des peines, « infiniment supérieure au point de vue du châtement. Il s'agit moins de punir un coupable que d'empêcher par la sévérité de la répression la contagion du mal »⁴. Le commandement craignait avant tout la contagion de l'indiscipline et n'avait qu'une réponse : la fermeté dans la répression de la moindre défaillance, parfois de la moindre suspicion de défaillance.

Ce qui était important n'était pas la justice, mais l'impact sur le reste de la troupe afin de maintenir le sens du sacrifice pour mener à bien le combat. L'indulgence dans l'application de la peine pourrait nuire à la discipline, à l'obéissance, paraître une manifestation de faiblesse, favoriser des comportements de lâcheté dans les combats, d'abandon de poste, de mise en danger de la vie des camarades... Il fallait s'en garder à tout prix.

Le déroulement de la « cérémonie » d'exécution renforçait l'exemplarité de la peine : lecture de la condamnation,



« Maudite soit la guerre – Maudits soient ses bourreaux – Baudy n'est pas un lâche – Mais un martyr. » Stèle sur la tombe de Félix Baudy, à Royère-de-Vassivière, commune mitoyenne de Gentioux. DR.

présence des troupes lors de l'exécution, coup de grâce sur l'exécuté, passage de la troupe devant la dépouille, traitement du corps du mort hors de la règle commune pour les soldats morts à la guerre. Les fusillés n'étaient donc pas victimes prioritairement d'un commandement de régiment sadique, mais d'un commandement soumis à la pression du commandement supérieur avec l'aval du gouvernement.

LES FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE

L'évaluation du nombre de soldats condamnés à mort et passés par les armes par ces conseils de guerre n'est pas toujours aisée. En France, les spécialistes s'accordent à dire que ce sont près de 2400 soldats qui ont été condamnés à la peine de mort ou aux travaux forcés à perpétuité, parmi lesquels 600 environ ont été effectivement exécutés.⁵

Le général André Bach⁶, ancien directeur du Service historique de l'armée de terre, a travaillé sur les archives des conseils de guerre. Il constate que les deux tiers des hommes fusillés l'ont été au cours des dix-sept premiers mois de la guerre, entre septembre 1914 et décembre 1915, alors que le nombre de mutins fusillés pour des refus collectifs après l'échec de l'offensive du Chemin des Dames en 1917 n'excède pas la trentaine. Il comptabilise 269 condamnations à mort (dont 26 par contumace) et 197 exécutions avérées pour les cinq premiers mois de la guerre. Indiscutablement, il y a eu la volonté de faire des exemples, au delà de celle de

faire d'un condamné un exemple. Comme le montrent les cas cités dans les encarts, des officiers falsifiaient des témoignages, sélectionnaient ou tiraient au sort les soldats à passer par les armes, et cela dans toutes les zones de combat. Cette estimation de 600 fusillés pour l'exemple ne prend cependant pas en compte les exécutions sommaires sans jugement, par définition impossibles à quantifier mais avérées, ni celles par exposition à des situations spécialement dangereuses. « J'ai tué de ma main douze fuyards, écrit le général Blanc, et ces exemples n'ont pas suffi à faire cesser l'abandon du champ de bataille. Pendant la bataille de l'Yser, le général de Bazelaire fit fusiller six tirailleurs tirés au sort dans une compagnie qui avait refusé de marcher. »⁷ Des exécutions sont aussi racontées dans les carnets de guerre des soldats. Comme celui qui dit avoir vu un soldat, accusé de dévaliser les morts, blessé par les artilleurs puis abattu par son commandant qui inscrivit ensuite la victime au champ d'honneur. Ou encore ce jeune, paniqué, qui fuit le front pendant un bombardement et est convoqué par le commandant qui lui dit « monte sur le parapet » avant de le tuer d'une balle dans la tête.

LA REPRISE EN MAIN PAR LES POUVOIRS CIVILS, VICTOIRE DE LA DÉMOCRATIE ?

Les fusillés sont un des sujets des tirailllements entre pouvoirs civil et militaire, qui permirent aux premiers de reprendre la main sur les seconds dans tous les domaines, dont celui de la justice.⁸ A la fin

de l'année 1915, les conseils de guerre spéciaux furent supprimés. Le 27 avril 1916, la loi acceptait les circonstances atténuantes et la présence de la défense, mais le pourvoi en cassation était rejeté au nom de la rapidité nécessaire à cette justice des temps de guerre et remplacé par un conseil de révision.

Après la Première Guerre mondiale, un combat sera mené, notamment par les familles⁹, les associations d'anciens combattants et la LDH, pour la réhabilitation de ces fusillés pour l'exemple, qu'il ne faut pas confondre avec les mutins de 1917. Une cinquantaine d'entre eux ont été réhabilités dans les années 1920 et 1930, après de nombreux débats au parlement.

Ce combat a permis de mettre en évidence la violence exercée par l'Etat et la hiérarchie militaire contre les soldats, les diverses formes de résistance qui ont existé dès le début face à la boucherie impérialiste, les simples stratégies d'évitement, les divers accommodements, les fraternisations (cf. Noël 1914), les accords tacites mis en place dans les tranchées y compris avec « l'ennemi », mais aussi la désertion, les automutilations, les refus d'ordres meurtriers.

Le refus de cette guerre était là, bien présent. Il a fallu l'injustice militaire, le crime des fusillés pour l'exemple afin de pouvoir obliger les soldats à marcher au carnage.

1 En février 1915, une calotte d'acier fut ajoutée sous la casquette ou le képi. Le casque n'arriva qu'en septembre 1915. Avant son entrée en service, 77 % des blessures étaient à la tête.

2 Cité par Michel Auvray dans « Objecteurs, insoumis, déserteurs. Histoire des réfractaires en France », Stock 2, 1983.

3 L'antimilitarisme était alors largement partagé à gauche, entre autres en raison de l'utilisation constante de l'armée pour réprimer les grèves : Languedoc en 1907, Draveil en 1908, etc.

4 N. Offenstadt, « Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective 1914-1999 », Odile Jacob, 1999, réédition en 2009, page 32.

5 Italie, 750 exécutions ; Royaume-Uni, 306 ; Allemagne, officiellement 48 ; Canada, 2. Il y eut aussi de nombreuses exécutions dans l'armée russe. Seule l'armée australienne n'exécutait ses soldats sous aucun motif.

6 André Bach, « Fusillés pour l'exemple 1914-1915 », Tallandier, 2003.

7 Charles-Robert Ageron, « Histoire de l'Algérie contemporaine », Vendôme, 1979, page 256.

8 Joffre affirmait en 1915 que le pouvoir militaire ne pouvait pas accepter de contrôle parlementaire en temps de guerre.

9 Elles étaient doublement touchées. Au poids du deuil s'ajoutait la honte, les insultes d'avoir eu un frère, un père, un époux condamné pour lâcheté. De plus, les femmes des fusillés restaient démunies financièrement, ne recevant pas la pension attribuée aux veuves de guerre, sans compter celles qui étaient exclues de leur travail.



« Maudite soit la guerre » : le monument aux morts de Gentioux, dans la Creuse.

Les martyrs de Vingré

Le 27 novembre 1914, à Vingré, les Allemands pénétraient dans une tranchée de première ligne, surprenaient les soldats et faisaient des prisonniers. L'officier Paulaud donna l'ordre de repli, et partit parmi les premiers. L'officier commandant la tranchée ordonna aux hommes de reprendre leurs positions, ce qu'ils firent. Dans son rapport, Paulaud soutint ne pas avoir donné l'ordre de repli, expliquant « qu'il dut user de toute son autorité, appuyée par celle du lieutenant Paupier, commandant de compagnie, pour faire remonter les hommes et occuper la tranchée ». À l'état-major, l'occasion de faire un exemple fut alors saisie. Le général de Villaret, commandant le secteur, n'avait-il pas écrit dans une note du 20 octobre 1914 qu'il fallait « ne pas hésiter à faire usage des conseils de

guerre spéciaux (...) Il importe que la procédure soit expéditive, pour qu'une répression immédiate donne, par des exemples salutaires, l'efficacité à attendre d'une juridiction d'exception. » Il fit donc traduire les 24 soldats devant le conseil de guerre, sous l'inculpation d'abandon de poste devant l'ennemi. A la suite d'interventions d'officiers, la condamnation à mort prévue pour les 24 fut réduite à six hommes que la Cour désigna au hasard : les soldats Blanchard, Durantet, Gay, Pettelet, Quinault et le caporal Floch.

Le Journal de marche du régiment décrit l'exécution : « assistent à la parade d'exécution les quatrième compagnie de réserve du 298^e, deuxième compagnie du 216^e et une compagnie du 238^e. Les troupes sont commandées par le lieutenant-colonel Pinoteau. Les condamnés (...) sont amenés à 7h30 par un piquet de 50 hommes et fusillés. Après l'exécution qui se passe sans incident, les troupes défilent devant les cadavres et rentrent dans leurs cantonnements. »

Dans ce secteur, chaque mois était

marqué par une ou plusieurs exécutions. Furent ainsi fusillés, le 10 octobre 1914, deux hommes du 238^e RI à Ambleny ; le 15 novembre, un homme du 42^e RI à Vingré ; le 4 décembre, les six du 298^e RI à Vingré ; le 12 décembre, un du 305^e RI à Fontenoy ; le 28 janvier 1915, un du 42^e RI à Vingré ; le 12 février, un du 60^e RI à Fontenoy. Sur ces douze exécutions, neuf donnèrent lieu à des réhabilitations après la guerre, grâce aux démarches entreprises par les familles et les anciens combattants.

Ceux de Vingré ont été réhabilités par la Cour de cassation le 29 janvier 1921. À la suite du jugement, le lieutenant Paulaud, inculpé pour faux témoignage, fut acquitté. La plainte pour forfaiture contre les officiers supérieurs jugés responsables fut classée sans suite. Le général de Villaret fut élevé en décembre 1916 à la dignité de Grand Officier de la Légion d'Honneur. □

Le pantalon rouge

Le cas du soldat Lucien Bersot, connu par le livre et le téléfilm *Le Pantalon rouge*, montre la vitesse d'application de ces conseils de guerre. Le 11 février 1915, il refusa de porter un pantalon en loques et maculé de sang. Traduit le lendemain pour « refus d'obéissance » devant le conseil de guerre présidé par l'accusateur, le colonel Aurox, il fut condamné à mort. Comme de nouvelles recrues encore non aguerries venaient d'arriver, son intention était manifestement de faire un exemple de discipline militaire. Bersot fut fusillé le 13 février 1915.

Les fusillés de Flirey

Le 19 avril 1915, une compagnie de 250 hommes refusait de monter à l'assaut d'une ligne allemande afin d'enlever les 200 derniers mètres au centre d'une position conquise quelques jours plus tôt, au prix de 600 morts. « Ce n'est pas notre tour d'attaquer », disaient-ils. Furieux, le général Delétoile ordonna que les 250 soldats passent en cour martiale pour être exécutés.

Cinq hommes furent finalement désignés et comparurent le même jour, dans une parodie de procès. Deux furent choisis par tirage au sort, dont le soldat François Fontanaud. Le caporal Antoine Morange, les soldats Felix Baudy et Henri Prébois avaient été désignés par leurs supérieurs en raison de leur appartenance à la CGT. Ces quatre soldats seront fusillés le 20 avril 1915. Le cinquième fut acquitté.

Jean-Julien Chapelant

Engagé volontaire en 1909, il devint sous-lieutenant. Le 7 octobre 1914, après sept jours et sept nuits de combats et de bombardements ininterrompus dans la Somme, il fut capturé avec trois autres survivants. Grièvement blessé à une jambe par une balle allemande, il réussit cependant à s'enfuir et à regagner les lignes françaises deux jours plus tard, dans un état d'épuisement facile à imaginer. Le lieutenant-colonel Didier le fit traduire devant un conseil de guerre qui le condamna à mort pour « capitulation en rase campagne ». Le 11 octobre 1914, Chapelant fut fusillé dans la cour du château des Loges, attaché à son brancard dressé contre un pommier. Malgré les démarches, il n'a pas été réhabilité.

A La Poste, des grèves qui gagnent

PAR ORNELLA CHESNUTT

Les mouvements de grève qui ont agité La Poste depuis le début de l'année ont été marqués par la grande détermination de leurs participants. Malgré une répression patronale très dure et un relatif isolement, ils ont souvent gagné sur les revendications. Les leçons à en tirer sont utiles bien au-delà de cette entreprise.

1 73 jours de grève des facteurs de Rueil, La Garenne-Colombes/Bois-Colombes, Courbevoie et Gennevilliers (92), 60 jours à Epinay (91), 51 à Paris 15^e, 25 à Decazeville, 93 à Ajaccio, plus de 100 jours à Aubigny dans le Cher (conflit

dépassent les 1000 personnes, 200 à 300 ayant plus de 150 salariés. Comme dans beaucoup d'entreprises, les postiers sont fragmentés en une multitude de statuts : fonctionnaires, contractuels, intérimaires, contrats précaires, sous-traitants – sans parler des filiales

La Poste entendait imposer aux facteurs à la fois une délocalisation, une pause méridienne supposant des suppressions d'emplois, mais aussi la « sacochette » : les facteurs ne se rendraient plus le matin dans un centre pour y effectuer en commun une partie de leurs tâches, car une sacoche de courrier déjà trié leur serait donnée pour qu'ils aillent le distribuer, chacun de son côté sans même croiser ses collègues.

La Poste étant historiquement une administration, ses salariés bénéficient d'une présence syndicale plus forte et dense que la moyenne. Cependant, les luttes postales sont marquées depuis plusieurs décennies par une fragmentation extrême. La quasi totalité des grèves se mène site par site, voire service par service. La dernière grève reconductible nationale majoritaire remonte à 1974. Lors du passage aux 35 heures, en 1999-2000, 2000 bureaux avaient été en grève durant la même période et sur la même question, mais les directions syndicales n'avaient rien fait pour constituer un mouvement national unifié.

COMMENT CES GRÈVES ONT GAGNÉ

Les grèves du printemps et de l'été ont arraché des avancées réelles : Paris 15^e a pu conserver son régime de travail (c'était la principale revendication des grévistes), Ajaccio a obtenu des créations d'emplois au lieu des sept suppressions prévues au départ, et à Epinay la direction a dû annuler son plan de restructuration.

Deux traits distinctifs qui expliquent le succès de ces grèves sont leur détermination et leur durée. Il était courant chez certains grévistes du 92 de plaisanter à propos de la durée de leur mouvement : « et toi, tu continues jusqu'à



Postiers en lutte du 91, du 92 et de Paris, lors de la manifestation des cheminots, intermittents et postiers du 19 juin 2014 à Paris. Photothèque Rouge/Milo.

toujours en cours)... Le nombre de grévistes dans ces conflits qui se sont pour la plupart déroulés entre mai et juillet 2014 est relativement réduit : une petite centaine à Paris 15^e et dans le 92, 64 à Ajaccio, une quinzaine à Epinay et Aubigny. Cela ne les a pas empêchés de parvenir à faire reculer la direction de La Poste.

UN SALARIAT ATOMISÉ, DES ATTAQUES BRUTALES

Les conditions de la lutte sont pourtant défavorables aux postiers sur plusieurs plans. Avec environ 15 000 établissements et 235 000 postiers, la taille moyenne d'un centre postal est de moins de 16 personnes, dont 10 salariés d'exécution. Seuls trois centres ou sites

et des concurrents. Sur un site tel que celui de la plate-forme colis de Gennevilliers, on peut avoir affaire à quatre ou cinq employeurs différents. Les postiers font face à une offensive brutale. 100 000 emplois ont été supprimés entre 2002 et 2012. Après un ralentissement des restructurations lors de la crise provoquée par la vague des suicides dans l'entreprise, non seulement les suppressions d'emplois continuent, mais la direction s'est dotée de nouveaux objectifs. La multiplication des tâches à prendre en charge par les postiers en fait partie. La pression s'accroît en particulier sur les facteurs.

La restructuration qui visait Epinay est représentative des bouleversements du cadre de travail voulus par la direction.

Bibliographie sommaire

André Bach, *Fusillés pour l'exemple 1914-1915*, Paris, Taillandier, 2003, p. 407.

Emmanuel Saint-Fuscien, *A vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, EHESS éditions, Paris, 2011, p 186

Nicolas Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective 1914-1999*, Odile Jacob, Paris, 1999, rééd. 2009.

quand, décembre ? ». Mais ils ne plaissent qu'à moitié... Quelques jours après la reprise à Paris 15°, un jeune facteur a eu à subir le comportement agressif d'un petit chef. Les anciens grévistes ont alors décidé de se donner rendez-vous plusieurs jours de suite, un quart d'heure avant la prise de service, et ils furent donc 30 ou 40 à aller ensemble dire bonjour à leur jeune collègue en difficulté, sans même adresser la parole au petit chef qui du coup n'en menait pas large...

L'autre caractéristique de cette petite vague de grèves, c'est le lien établi entre les groupes de grévistes : manifestations communes devant le Siège, déclarations communes remises à la direction, conférences téléphonées, blog commun de recensement des grèves... Des actions interprofessionnelles ont aussi été menées avec les intermittents et précaires, les cheminots, en Corse avec les marins de la SNCM. Les postiers en grève se sont tournés vers leurs collègues et vers les autres secteurs. Les barrières habituelles entre départements ou entre syndicats ont été franchies ; sur une échelle certes petite, mais c'est une expérience précieuse.

ZOOM SUR LA GRÈVE DANS LES HAUTS-DE-SEINE

La grève dans les Hauts-de-Seine est la plus longue de la série. Pourquoi une telle durée ? Tout d'abord, le bureau ayant pris l'initiative, celui de Rueil-Malmaison, avait réussi à repousser tous les projets de restructuration depuis 1999, par une série de grèves reconductibles en 2005, 2007 et 2009. C'est le seul bureau de France métropolitaine à ne pas avoir subi de suppressions de tournées. Il s'agit évidemment d'un symbole, que la direction de La Poste s'est acharnée à tenter de détruire.

Le point de départ n'avait pourtant rien à voir avec la défense par les facteurs de leurs propres tournées. C'est suite au non renouvellement du contrat précaire d'une de leurs collègues que 87 % des facteurs se sont mis en grève reconductible le 29 janvier dernier. Mais ce sont en fait quatre contrats précaires qui n'avaient pas été renouvelés entre fin 2013 et début 2014. Ces quatre ex-pos-

tiers se sont impliqués dans la grève, participant aux actions, votant en AG à l'égal des autres grévistes, faisant de cette grève une lutte commune entre chômeurs/précaires et salariés dotés d'un emploi. La grève s'est ainsi déclenchée sur une question épineuse pour la direction de La Poste comme pour le patronat en général, celle de la précarité.

La direction s'est obstinée à refuser de négocier et à réprimer – comme les grévistes des autres régions en ont également fait l'expérience. L'isolement des grévistes du 92 pendant une longue phase de leur lutte a aussi contribué à prolonger le conflit. Isolement géographique entre fin janvier et avril, mais également syndical et politique : les équipes dirigeantes des différentes forces syndicales et politiques ont, chacune à leur manière, montré à la direction de La Poste qu'une défaite des postiers du 92 ne les auraient pas vraiment dérangé. Les grévistes ont même été désavoués publiquement par les élus de SUD au Comité technique national...

Ce qui a néanmoins permis d'arracher l'embauche des précaires, comme de repousser les plans de suppressions d'emplois et d'améliorer les conditions de travail des facteurs remplaçants, c'est le fait d'avoir persisté dans une politique de regroupement. D'abord des bureaux : c'est désormais une tradition bien établie dans le 92, quand un bureau part en grève, il s'adresse aux autres : plusieurs bureaux se sont donc agglomérés, chacun sur ses propres revendications. Ensuite des métiers : suite à des liens développés au préalable, les guichetières du bureau de Rueil Jaurès ont fait grève deux samedi de suite aux côtés des facteurs, obtenant l'annulation de la restructuration qui visait leur centre ; quant aux facteurs, ils ont fait cause commune avec la plate-forme colis (PFC) de Gennevilliers, qui a été en grève reconductible pendant dix jours, dont quatre en majoritaire. La PFC a repris le travail sans avoir obtenu gain de cause, mais c'est la première fois depuis la séparation des métiers à La Poste qu'une telle grève reconductible commune de plusieurs métiers est menée.

Mais regroupement également entre départements : les grévistes du 92 ont déployé beaucoup d'énergie pour s'adresser aux autres postiers quel que soit leur département. Ils se sont

déplacés en masse à de multiples reprises dans les bureaux parisiens, et même jusqu'à Tours pour aller soutenir un militant visé par la répression. Cette auto-activité aurait été impossible sans les AG quotidiennes et l'élection d'un comité de grève.

L'un des éléments décisifs pour sortir de l'isolement et arracher le protocole de fin de conflit a été sans conteste la connexion établie avec les intermittents et précaires. Les grévistes du 92 avaient lancé un appel aux autres secteurs mobilisés à manifester ensemble le 12 avril et c'est à cette occasion que le lien s'est établi. Actions « coups de poing » communes, prises de parole communes dans des bureaux de poste... et même occupation par les intermittents et précaires du siège national courrier de La Poste début juillet, qui a contribué de manière décisive à débloquer les négociations. A la faveur de ces actions et discussions, de cette expérience commune de lutte, un enrichissement mutuel s'est opéré bien au-delà des seuls militants habituels. Des dizaines de grévistes ont pu vérifier par eux-mêmes que la « convergence des luttes » est bien plus qu'un slogan.

ET MAINTENANT ?

La direction de La Poste s'était donnée comme objectif d'écraser les grévistes du 92 et d'éradiquer l'équipe syndicale ayant mené le mouvement. Elle a clairement échoué... pour l'instant. Avec quinze procédures disciplinaires, dont le licenciement sec d'un représentant SUD à Bois-Colombes, quatre représentants qui risquent très sérieusement le licenciement ou la révocation, deux nouvelles procédures de licenciement lancées récemment dans le 91 et dans le Cher, le problème de la répression et de comment y résister devient essentiel.

La question du regroupement des équipes militantes ayant mené et menant encore à l'heure actuelle ces conflits est posée, pour faire face à la répression et plus généralement pour sortir de l'émiettement « historique » des luttes postales. Ce que l'on peut d'ores et déjà tirer de cette dernière phase, c'est qu'une frange de postiers est disposée à lutter et à se regrouper, y compris avec d'autres secteurs. Elle est minoritaire, mais représente un point d'appui fondamental pour la suite. □

Homosexualité des bobos, homophobie des prolos ?

PAR GAËL KLEMENT

Sous un intitulé volontairement provocateur, cet article a pour objectif de déconstruire une série de préjugés tenaces, y compris dans les milieux militants, en mettant en évidence les véritables liens entre l'homosexualité, l'homophobie et les classes sociales. Il s'agit ici de démontrer que ces liens sont très étroits et que, sur le terrain de l'homophobie comme ailleurs, la question des rapports de classe est déterminante à plusieurs niveaux. Si nous revenons sur l'articulation entre oppression, luttes et classes, c'est ainsi pour faire émerger et mettre en débat un certain nombre de conclusions relatives à notre projet politique, notre intervention, et pour interroger le rôle des militants révolutionnaires, et plus largement de notre « camp social », dans le combat contre l'oppression des homosexuel-le-s¹.

En 1996, l'auteur britannique de théâtre Jonathan Harvey a expliqué, à l'occasion de l'adaptation à l'écran de sa pièce *Beautiful Thing*, qui relate l'amour naissant de deux adolescents dans une cité populaire : « Les seules images que j'ai eues des homosexuels quand j'étais enfant étaient celles de ces garçons qui vont dans des écoles privées, qui portent des vestes de cricket et qui font de la barque sur la rivière, ou de ces garçons de la classe ouvrière qui se font mettre à la porte et finissent par se vendre ».²

DANS TOUTES LES CLASSES ET COUCHES DE LA SOCIÉTÉ

C'est en quelque sorte la version anglaise d'une image courante : l'homosexualité en tant que telle n'existerait pas vraiment dans les classes populaires ou, du moins, homosexualité et classes populaires seraient contradictoires. C'est pour cette raison qu'il convient de revenir sur quelque chose qui peut paraître très simple mais qui est essentiel : l'homosexualité – c'est-à-dire l'existence de personnes qui s'identifient comme homosexuel-le-s et, plus largement, celle de pratiques et orientations affectives et sexuelles entre personnes de même sexe – se retrouve dans toutes les classes et toutes les couches de la société.

Ce n'est pas simplement une intuition, c'est un fait vérifiable, notamment à partir des statistiques policières et judiciaires datant de périodes où les actes homosexuels étaient passibles de poursuites pénales en France, c'est-à-dire avant 1981. Les données disponibles³ montrent non seulement que les homosexuel-le-s sont effective-

ment présent-e-s dans toutes les classes sociales, mais que ce sont en premier lieu les homosexuel-le-s des classes populaires qui sont inculpés ou condamnés. Rien d'étonnant à cela : on comprend bien que ceux des classes supérieures pouvaient plus aisément se soustraire à la répression ou se défendre (proximité avec la police et la justice, sphère d'influence, recours à des avocats, fréquentation d'établissements « sélect » à l'abri du harcèlement policier, etc.).

Globalement, la prédominance des milieux populaires parmi les homosexuel-le-s est nette, et correspond grosso modo à la proportion que ceux-ci occupent dans la société. Si l'on prend l'année 1965, les milieux populaires représentent plus de 65 % des cas (sans compter les enseignants et les catégories intermédiaires ainsi que les artisans). Même si le rapport à la répression diffère selon les classes, il n'en reste pas moins que ces chiffres révèlent que la majorité des homosexuel-le-s appartiennent au camp des exploité-e-s, à l'instar de la majorité de la population.

POSITION DE CLASSE ET VÉCU DE L'HOMOSEXUALITÉ

Représentant « une coupe de la société dans son ensemble »⁴, les gays et lesbiennes sont eux aussi traversés par les antagonismes qui existent dans la société, notamment par la division de classe. Les homosexuel-le-s ne flottent pas au-dessus des réalités sociales. Les homosexuel-le-s appartenant à toutes les classes, une majorité appartenant au prolétariat et une minorité à la bourgeoisie, les victimes de l'homophobie se retrouvent dans toutes les classes. Quels que soient leur milieu ou leur origine sociale, tous les homosexuel-le-s sont opprimés en tant qu'homosexuel-le-s. Mais les effets de cette oppression diffèrent selon la classe. Deux livres permettent d'illustrer de la manière la plus suggestive ces différences : *En finir avec Eddy Bellegueule* d'Edouard Louis⁵, le succès littéraire de la dernière rentrée, qui évoque le vécu d'un jeune né dans un milieu très pauvre de Picardie ; et *Vivre à midi* de Jean-Louis Bory⁶, auteur et journaliste issu d'un milieu petit-bourgeois.

Le premier est plutôt éprouvant, dans la mesure où il propose un récit morose et désabusé du milieu social du personnage, une description crue de l'homophobie qui s'y exerce et de ses conséquences, de la façon dont elle façonne l'individu, y compris sur le plan corporel, au travers des attitudes et des postures. Et cette homophobie est renforcée par la sensation d'être écrasé par le déterminisme social, d'être enfermé dans cette condition de fils d'ouvrier qui devra à son tour aller travailler la nuit à l'usine. Le poids de la violence homophobe est accru par la violence sociale et le sentiment qu'il n'y a aucune échappatoire.

Dans le second, J.-L. Bory évoque avec lucidité la condition des homosexuel-le-s des classes aisées, notamment ceux qui gravitent dans les milieux littéraires et artistiques. S'ils ne sont pas considérés comme égaux, leur existence est tolérée parce qu'ils

correspondent à l'image que la classe dominante veut bien donner de l'homosexualité : artistes, décorateurs d'intérieur, universitaires, autrement dit des gens respectables, qui peuvent faire montre de leur « bon goût » et représentent tout à la fois le raffinement et l'amusement.

En matière de vécu de l'homophobie, les différences ne sont pas tant liées au niveau de violence subie qu'aux marges de manœuvre possibles. Pour parler simplement, avec de l'argent et des relations, il est toujours plus facile de s'émanciper d'une famille pleine de préjugés, d'échapper à l'homophobie et d'intégrer un milieu relativement à l'abri des violences et des discriminations, ou simplement de sortir de l'isolement. Pour prendre un exemple : compte tenu du prix des loyers, un couple de gays ou de lesbiennes de milieu populaire qui se serait récemment installé en HLM – sous doute après avoir attendu plusieurs années qu'un appartement se libère – pourrait difficilement se permettre de déménager face au harcèlement homophobe d'un voisin. Le même exemple peut être décliné dans le domaine de l'emploi, dans un contexte de chômage de masse.

DES INTÉRÊTS DE CLASSE ANTAGONISTES

La division de classe parmi les homosexuel-le-s implique également des intérêts de classe antagonistes : un patron, qu'il soit hétérosexuel ou homosexuel, reste un patron ! Le document suivant en donne un exemple : c'est la traduction d'un extrait d'un ouvrage publié par une organisation syndicaliste-révolutionnaire américaine, les Industrial Workers of the World (IWW)⁷.

Cet extrait évoque une grève menée en 1992 à San Francisco, suite au licenciement de salariés qui voulaient monter une section syndicale dans un bar gay populaire, le End-Up. Le patron payait 5 dollars de l'heure des jeunes travailleurs qui, pour la plupart, s'étaient installés dans le quartier gay pour fuir la violence de leur famille, et il était bien entendu un adversaire des syndicats. Comme le racontait un militant homosexuel des IWW : « Au final, la véritable victoire au End-Up réside dans le fait que les travailleurs homos se sont or-

ganisés pour répliquer à l'intérieur même de notre communauté. En tant que caste dirigeante, les patrons de l'establishment gay maintenaient simultanément une mainmise sur les ressources de la communauté, tout en proclamant par ailleurs "nous sommes tous de la même famille". Farouchement opposés aux syndicats, les propriétaires de bars gays éditaient également les journaux gays

les salaires au plus bas, et de dissuader les gens de se rebiffer et de sortir de la norme, de telle sorte que les travailleurs n'avaient plus rien d'autre à perdre que leur propre dignité. Les grévistes ont fini par l'emporter et le patron a cédé à cause des piquets de grève quotidiens et de la solidarité ouvrière, notamment celle des routiers syndiqués qui refusaient de livrer l'al-

mettre fin aux discriminations, mais ils n'ont pas intérêt à l'émancipation des gays et des lesbiennes. En tant que rouages du système capitaliste, qui les supporte, ils ont un intérêt matériel à perpétuer ce système dont leurs profits dépendent. Ces hommes d'affaires s'identifient à la « communauté gay » dans la stricte mesure où il s'agit de la source de leurs revenus. Dès lors, la

article relate le parcours de Sylvain, ouvrier intérimaire dans la grande distribution. Celui-ci explique qu'il a « découvert ce qu'était l'homophobie dans l'entreprise ». C'est dans le monde du travail qu'il a fait sa première expérience de l'homophobie : insultes et moqueries des autres salariés au sujet de son homosexualité, « blagues » du chef, absence de solidarité des collègues face à la pression hiérarchique, et la preuve que l'homophobie frapperait plus facilement l'ouvrier que le cadre.

Cette expérience n'est malheureusement pas isolée. Selon une enquête réalisée pour la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) en 2008, 80 % des salarié-e-s homosexuel-le-s ont déjà ressenti un climat homophobe sur leur lieu de travail et 40 % en ont été directement victimes. Selon l'enquête Têtu/IPSOS de 2011, qui n'était pas focalisée sur le monde du travail mais sur l'ensemble des sphères de la société, 38 % de sondés ayant un revenu inférieur à 1500 euros ont été agressés verbalement et 22 % physiquement ; les chiffres tombent à 20 % et 7 % pour ceux gagnant plus de 3000 euros.

Il nous faut donc comprendre la réalité et ses évolutions pour définir nos tâches, en nous gardant d'idéaliser notre camp. Par nos interventions militantes, syndicales et politiques, dans nos milieux, il faut donner à la lutte contre les préjugés de l'importance dans l'agitation, la propagande et le militantisme le plus concret, notamment par le biais syndical. En revanche, il ne faut pas céder d'un pouce à cette idée en vogue, selon laquelle les classes populaires constitueraient une masse d'arriérés racistes, sexistes et homophobes.

Les préjugés homophobes, et plus généralement les idées réactionnaires, sont intégrés par les travailleurs parce que ces préjugés sont profondément inscrits dans la société – un enfant peut insulter un autre enfant en le traitant d'« enclé », avant même de comprendre ce que ce mot signifie. Si de tels préjugés ont émergé, c'est parce qu'au même titre que d'autres préjugés et stéréotypes, ils avaient pour fonction de justifier le rôle central joué par ce qu'on appelle la famille nucléaire dans la reproduction de la force de travail et la division sexuelle du travail. Une famille nucléaire au centre de laquelle se trouve l'hétéro-

sexualité.

A l'évidence, les idées et la rhétorique homophobes ont évolué en fonction des mutations de la société. Mais il faudrait rappeler à tous ceux qui font preuve de mépris de classe que, comme l'expliquait Karl Marx, à toutes les époques, l'idéologie dominante a été celle de la classe dominante. C'est le caractère épisodique des mobilisations et de l'organisation indépendante pour la majorité des travailleurs, mais aussi l'aliénation et les contradictions structurant leur conscience, qui expliquent que les idées réactionnaires et l'individualisme aient aujourd'hui une influence notable dans notre classe.

HOMOPHOBIE, MÉPRIS DE CLASSE ET DÉMAGOGIE PSEUDO-SOCIALE

S'il y a bien quelque chose qui s'imbrique avec l'homophobie, c'est le mépris de classe ouvertement affiché à l'égard des prolétaires. Ainsi brosse-t-on une opposition entre, d'un côté, un bas peuple qui serait embourbé dans son homophobie viscérale et, de l'autre, une bourgeoisie éclairée, élite libérale fondée sur les valeurs de tolérance et, notamment, d'acceptation de l'homosexualité. C'est en tout cas la vision que cherche à nous imposer la classe dominante, par l'entremise des politiciens de gauche ou de droite, des milieux patronaux et des « faiseurs d'opinion ».

Au moment de la sortie d'*En finir avec Eddy Bellegueule*, il était remarquable de constater que de nombreux journalistes dominants ont cherché à utiliser le récit d'un rescapé de l'homophobie en milieu ouvrier pour alimenter le rejet des classes populaires. Évidemment, ils oublièrent de signaler que c'est leur société qui soumet les classes populaires à une violence permanente et qui distille le poison de la division, quitte à transformer quelques-uns de ses membres en bourreaux. Cette utilisation de la situation des homosexuel-le-s à des fins de mépris de classe n'enlève rien au fait que les homos des classes populaires subissent leur oppression au sein de leur propre camp.

Mais une telle utilisation hypocrite et démagogique des homosexuel-le-s tombait plutôt bien après neuf mois de



locaux et possédaient les boutiques de "notre" quartier où il nous arrivait parfois de travailler. »

L'arrogance des bigots homophobes s'accordait d'une très étrange manière avec les patrons du ghetto gay. Les agressions et la discrimination empêchaient les gens de fuir les quartiers communautaires dans des centres urbains comme San Francisco, dans l'espoir de se construire une vie un tant soit peu libre et sûre. Cela signifiait qu'il existait un flux continu de nouveaux arrivants, nombreux, lâchés dans cette communauté sans aucune racine ou sans connaissances, et cherchant désespérément un travail pour se lancer. Cela permettait de bloquer

cool.

Les antagonismes de classe ne résident pas seulement dans les conflits relatifs aux conditions de travail. Une élite a façonné les lieux de sociabilité gays en fonction de ses intérêts commerciaux. Elle a vu une source de profits dans le besoin qu'ont les homosexuel-le-s de se retrouver entre eux dans une société faite pour les hétérosexuels. Les lieux marchands, malgré leur diversification, ne permettent que des échanges limités et, finalement, sont surtout faits pour les hommes aisés, blancs, jeunes, qui rentrent dans les standards de la mode.

Les patrons gays peuvent faire de belles déclarations sur la nécessité de

perspective de mettre fin à l'oppression des gays et lesbiennes n'est pas considérée comme une lutte contre le système : il s'agit plutôt d'être en capacité d'acheter et de consommer au sein du système. L'émancipation ne correspond plus à une résistance au marché : elle est censée passer par le marché.

HOMOPHOBIE D'EN BAS, HOMOPHOBIE D'EN HAUT

La classe ouvrière, et plus largement les classes populaires sont comme toutes les classes traversées et divisées par l'homophobie. Dans un dossier du mensuel *Têtu* consacré à la condition homosexuelle ouvrière, un

mobilisations homophobes en 2013, dirigées par des secteurs de la bourgeoisie avec l'appui logistique de l'Eglise. Car ces mobilisations ont permis de rappeler, à qui aurait voulu l'oublier, le caractère très relatif de l'« avance » que les classes supérieures prétendent avoir sur un peuple considérée par elles comme forcément

soutiennent – un poids qui lui-même évolue –, ce ne sont pas les mêmes formes de l'homophobie que l'on rencontre. Il est donc vain de prétendre mesurer le degré d'homophobie selon la position dans l'« échelle sociale » ; il faut au contraire s'attacher à étudier les formes diverses qu'elle prend selon les situations et les milieux, ce qui suppose de prendre en compte une grande variété de facteurs. Si les homosexuel-le-s peuvent être instrumentalisés pour exprimer le dé-

comme des nantis peut fonctionner comme une façon, particulièrement inoffensive et illusoire, de se moquer des riches.

Lorsqu'en 2013 les organisateurs de la « Manif pour tous » ont utilisé les slogans : « *La priorité c'est Aulnay, pas le mariage gay* » et « *Du boulot, pas le mariage homo* », ils ont fait mine de se préoccuper des salariés et des chômeurs, mais il s'agissait surtout de les diviser et de décourager toute forme d'unité et de solidarité en leur sein, en

ont d'autres préoccupations : le chômage, l'insécurité... *N'acceptons plus que ces bobos nous imposent leurs préoccupations ni actuelles ni nécessaires* ». Certains politiciens bourgeois ne reculent ainsi devant rien, pas même devant le fait de récupérer à leur profit le vieux fantasme stalinien de l'homosexualité conçue comme une « *tradition étrangère à la classe ouvrière* » et le préjugé selon lequel gays et lesbiennes disposeraient d'un pouvoir d'achat supérieur à celui du reste de la population. C'est évidemment faux et d'ailleurs, de nos jours, plusieurs enquêtes tendent même à prouver que les homosexuel-le-s subissent des discriminations salariales. Mais ce type d'idée a pour objet d'accentuer les divisions dans le prolétariat en désignant de commodes boucs émissaires, ou de briguer les suffrages des classes populaires en alimentant des préjugés présents dans l'ensemble de la société.

LUTTE CONTRE L'OPPRESSION ET LUTTE DE CLASSE

Les différents rapports que peuvent entretenir oppression spécifique et oppression de classe exigent à la fois de comprendre en quoi un point de vue révolutionnaire et marxiste est utile sur le terrain de l'homophobie, et de saisir quelles en sont les conséquences pratiques. Si pour nous, il ne doit pas y avoir d'un côté la lutte contre l'homophobie et, de l'autre, celle contre l'exploitation, c'est qu'il n'y a pas les homosexuel-le-s d'un côté et les travailleurs de l'autre. Si les différentes « identités » sont importantes, ce n'est pas parce qu'elles s'opposeraient les unes aux autres ou qu'elles compartimenteraient la vie sociale comme les tiroirs d'une commode, mais parce qu'elles permettent – malgré toutes leurs limites – la lutte collective.

Face à une oppression qui fonctionne comme un harcèlement de tous les instants – invisibilité, avilissement, honte –, s'affirmer comme homosexuel est nécessaire. Mais ce n'est ni une évidence, ni une chose facile. Cela demande une bonne dose de courage et beaucoup d'énergie : les insultes les plus infamantes et les plus courantes sont celles qui servent à désigner les homosexuel-le-s, et après être sortis du « placard », nous réalisons vite qu'il se reconstruit autour de nous perpétuellement à chaque fois que nous rencontrons une nouvelle per-

sonne ou que nous commençons un nouveau travail. Il ne s'agit pas simplement d'une affaire individuelle : la meilleure méthode consiste à rompre l'isolement, à réfléchir et à agir collectivement. L'auto-organisation est une nécessité ; c'est la locomotive du combat contre les oppressions. Mais il n'y a aucune raison de concevoir la lutte contre l'homophobie comme étant au-dessus ou à côté des classes et des luttes qui les opposent, tout comme il serait injustifié de mettre entre parenthèses le combat contre les préjugés. Il n'y a pas de contradiction entre la lutte contre l'oppression et notre projet général, car elle en est un aspect : l'émancipation des homosexuel-le-s ne pourra advenir sous le capitalisme. Bien sûr, en fonction de l'évolution des rapports de force et des mobilisations, la bourgeoisie peut parfaitement concéder l'égalité des droits mais on doit se garder d'oublier la différence entre l'égalité formelle et l'égalité réelle.

En France, il a existé une époque où l'homosexualité d'un salarié pouvait être invoquée comme motif de licenciement. Aujourd'hui, alors que la loi a changé, les rapports annuels de SOS Homophobie montrent de façon très concrète que les licenciements, le harcèlement patronal, les refus d'avancement sont toujours subis par des homosexuel-le-s, parce que les patrons savent inventer toutes sortes de prétextes fallacieux. L'égalité réelle est impossible sans saper les fondements de l'oppression.

Une société socialiste – en rendant possible la collectivisation et la « déspecialisation » des tâches, la prise en charge collective des soins apportés aux enfants et des tâches domestiques (crèches, jardins d'enfants, cantines, etc.), l'atténuation progressive de l'importance donnée à la parentalité biologique – permettrait de remettre en cause la division sexuelle du travail, les idéologies sexistes et ce « cocon » familial qui est le lieu fondamental de l'oppression des femmes et de la perpétuation de la norme hétérosexuelle (avec toutes les injonctions qui en découlent). C'est en ce sens que le socialisme pour lequel nous militons est une condition qui, bien que non suffisante, est indispensable à l'émancipation des homosexuel-le-s.

C'est ce qui explique la centralité de la classe ouvrière, y compris dans la lutte contre l'homophobie. Pourquoi la

classe ouvrière ? Non pas parce que nous aurions une vision idéalisée des travailleurs ou parce que nous voudrions tout « réduire » par fétichisme à une politique de classe, mais parce que la classe ouvrière est la force sociale qui, à la fois, a intérêt à la révolution socialiste et dispose de la capacité de la mener à bien. Les différents groupes d'opprimés ne peuvent se libérer sans participer activement à la lutte, mais même fortement organisés, ils n'ont pas à eux seuls la force de renverser le système capitaliste.

L'année dernière, en dépit d'une mobilisation importante, les réseaux LGBTI seuls – sans une forte implication du mouvement ouvrier, sans mobilisation massive des jeunes, des salariés, des chômeurs et des retraités – n'ont pas pu faire le poids face aux démonstrations de force de la « Manif pour tous ». Il ne s'agit pas de s'en remettre aux ouvriers blancs, hétérosexuels, « en bleu de travail » – selon l'image caricaturale souvent véhiculée de la classe ouvrière, mais de comprendre le rôle stratégique de notre classe, telle qu'elle est réellement (englobant l'ensemble de celles et ceux qui n'ont pour survivre pas d'autre choix que de vendre leur force de travail), donc dans sa diversité, gays et lesbiennes compris.

Cela n'équivaut pas à affirmer que la lutte contre l'homophobie est secondaire. Au contraire : si seule notre classe peut diriger la transformation de la société, elle ne peut y parvenir qu'en étant unie et en s'étant affranchie autant que possible des idées réactionnaires. On peut aisément comprendre qu'une grève sera moins forte si les travailleuses et les travailleurs homos ne se sentent pas les bienvenus dans une AG ou sur un piquet à cause des remarques de certains collègues, ou dans une manifestation du fait de slogans homophobes. Tout ce qui nous divise nous affaiblit. L'oppression pourrait la vie de millions d'entre nous, et cela justifie déjà pleinement le fait qu'on cherche à la combattre ; mais c'est aussi une question d'ordre stratégique, qui touche à la cohésion des classes populaires et à l'élévation de la conscience de classe.

Dans la Marche des fiertés du 29 juin 2013 à Paris. Photothèque rouge/Milo.



« rétrograde ». On retrouve ce mépris de classe dans le racisme subi par certaines fractions des classes populaires : les « jeunes de banlieue », les Arabes, les musulmans ou plus généralement les immigrés, qui sont fréquemment accusés d'être intrinsèquement sexistes et homophobes. En réalité, il n'y a ni plus ni moins d'homophobie selon les classes et les couches de la société, mais dans des milieux différents et des conditions historiques variables, en fonction du poids respectif des institutions qui la

goût que les travailleurs suscitent dans la classe dominante, un certain mépris de classe s'exerce également, de façon toute particulière, contre les gays et lesbiennes des classes populaires. Au mépris à l'égard du monde ouvrier, régulièrement tourné en dérision par les médias dominants, s'entremêle souvent l'idée que l'homosexualité n'est pas compatible avec cette condition ouvrière. C'est là un préjugé central, à tel point que dans certains milieux populaires, dénigrer les homosexuel-le-s en les désignant

présentant les gays et lesbiennes comme des nantis dont les revendications étaient une diversion par rapport aux « vrais problèmes ». Poursuivi à de multiples occasions pour ses propos homophobes, l'ancien député UMP Christian Vanneste avait également déclaré, en février 2011, dans une interview accordée au site d'extrême droite *Nouvelles de France* : « *Les préoccupations saugrenues de cette petite minorité d'activistes homosexuels sont à l'égard des Français, insultantes, je trouve. Nos compatriotes*

L'EXPÉRIENCE DE « LESBIANS AND GAYS SUPPORT THE MINERS » (LGSM)

Il s'agit d'un exemple particulièrement éclairant de construction d'une solidarité entre lutte ouvrière et lutte contre l'homophobie et d'unification des classes populaires. La grande grève des mineurs britanniques, qui s'opposait à la fermeture de vingt mines de charbon, dura de mars 1984 à mars 1985. Pour briser le moral et la combativité des mineurs qu'elle désignait comme des « ennemis intérieurs », Margaret Thatcher utilisa tous les moyens : une violence policière inouïe, la saisie des avoirs de la NUM (National Union of Mineworkers), le renforcement des lois anti-grèves, etc.

C'est dans ce contexte qu'une collecte pour les mineurs eut lieu pendant la Gay Pride de Londres en juin 1984. Peu après, une réunion à l'Université de London Union conduisit à la formation du groupe LGSM. En septembre de la même année, un groupe de lesbiennes se forma, puis un groupe mixte en Ecosse. En janvier 1985, il y avait onze groupes LGSM à travers le pays. Pour mettre sur pied des collectes, des vide-greniers ou d'autres initiatives qui visaient à rassembler de l'argent en soutien aux familles de mineurs, les membres de LGSM furent souvent obligés de jouer au jeu du chat et de la souris avec la police, ou de se confronter directement à elle.

Ils apportèrent les fonds collectés jusque dans les communautés minières qu'ils parrainaient, et lors de leurs visites, des liens se tissèrent. Une confiance mutuelle émergea, née de cette solidarité concrète mais aussi du constat que mineurs et homos subissaient la même répression policière et les mêmes calomnies de la presse conservatrice. Pour ridiculiser cette alliance, le *Sun* utilisa l'expression « *pits and perverts* » : les puits de mine et les pervers. LGSM détourna la formule en baptisant ainsi le concert de solidarité organisé à Londres en décembre 1984, au cours duquel le mineur gallois David Donovan affirma la solidarité des 140 000 mineurs avec les militants de la cause homosexuelle.

Cette solidarité fit se dissiper bien des préjugés de part et d'autre, et elle permit à des mineurs homosexuels de s'affirmer et d'être acceptés par leurs collègues. Une importante délégation de mineurs participa à la Gay Pride de 1985. Lors de la conférence du Parti travailliste qui suivit, la NUM réussit à faire adopter une motion en faveur des droits des homosexuels contre l'avis de la direction. Puis la NUM et l'association des femmes de mineurs devinrent les principaux soutiens de la campagne contre la Clause 28, un amendement homophobe adopté en 1988.

EN CONCLUSION

Nous n'avons pas la naïveté de prétendre qu'une telle solidarité puisse émerger spontanément, ni même que les luttes engendrent automatiquement une prise de conscience. « *Toute la pourriture du vieux système* », selon l'expression de Karl Marx, ne peut être balayée d'un coup de baguette magique.

Nous avons besoin d'un parti qui soit utile dans ce domaine, dont les militants soient en position de combattre quotidiennement les préjugés dans le monde du travail et les classes populaires, de défendre les revendications pour l'égalité et d'entraîner le mouvement ouvrier dans la lutte contre l'homophobie : des militants qui travaillent à rendre le mouvement ouvrier « accueillant » pour les personnes LGBTI et qui soutiennent l'auto-organisation comme un moyen d'atteindre cet objectif ; des militants qui, saisissant toutes les occasions, soient capables de prendre des initiatives favorisant l'unité de notre camp et pouvant amener la conscience des travailleurs qu'ils côtoient à faire de véritables sauts de géant.

Ceux qui présentent la classe ouvrière comme fondamentalement incapable de prendre en charge la lutte contre l'homophobie sont, au mieux, des ignorants ou, au pire, des amnésiques. C'est l'influence dévastatrice du stalinisme sur le mouvement ouvrier international qui a fait ou-

blier le soutien actif apporté à la lutte des homosexuel-le-s, notamment par le mouvement ouvrier allemand et les bolcheviks, sur toute une période allant des années 1890 à la fin des années 1920. Si la bourgeoisie se plaît à s'afficher comme moderne et tolérante, c'est pour mieux faire oublier, au passage, les éléments les plus réactionnaires qui composent ses rangs. Qui plus est, ses prétentions philanthropiques sont rarement désintéressées.

De nos jours, elle peut faire mine de vouloir combattre certaines manifestations de l'homophobie qui, bien que réelles, sont superficielles : tel club de sport obtiendra un « label » contre l'homophobie, telle entreprise mettra en œuvre un « plan diversité », mais il ne sera pour autant jamais question de saper ce qui est au fondement des violences quotidiennes et des préjugés homophobes. Ces préjugés, la classe dominante sait d'ailleurs les utiliser à ses fins et si, parmi les plus éclairés des hommes et des femmes de la bourgeoisie, certaines brebis égarées souhaitaient vraiment en finir avec l'homophobie, elles se trouveraient vite à devoir faire le choix suivant : remettre en cause cette société, dont le fonctionnement perpétue les préjugés les plus réactionnaires, ou bien renoncer.

En 1880, dans l'un des considérants du *Programme du Parti ouvrier français*,

Marx a écrit que « *l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains* ». Il a même tenu à préciser : « *sans distinction de sexe ni de race* ». Aujourd'hui, alors que la condition homosexuelle est sortie de l'ombre, on pourrait ajouter : « *ni d'orientation sexuelle* ». En effet, si la classe ouvrière peut se libérer elle-même, elle peut aussi créer les conditions de la disparition de toutes les formes d'oppression. Le prolétariat est, à notre époque, la seule classe sociale qui peut avoir un rôle progressiste. Cela exige bien sûr qu'il accède à la conscience de lui-même, de ses intérêts et de ce rôle. □

1 Cet article – préparé avec le concours d'Ugo Palheta – est issu d'un exposé présenté dans le cadre de l'université d'été du NPA (2014). Pour consulter une version complète de l'exposé, voir <https://docs.google.com/file/d/0B9Dbg7XpUnBkeDRINGdaSE84dW8/edit?pli=1>. Pour lire les documents sur lesquels il s'appuie : <https://docs.google.com/file/d/0B9Dbg7XpUnBkeDRINGdaSE84dW8/edit?pli=1>.
2 Extrait du dossier de presse du film, diffusé en mai 1996 lors de la Quinzaine des réalisateurs du 49^{ème} Festival de Cannes.

3 On se fonde notamment ici sur deux tableaux, l'un qui classe par grandes catégories professionnelles les homosexuel-le-s inculpés en Haute-Normandie entre 1850 et 1914, l'autre qui distingue d'après leur catégorie socioprofessionnelle les homosexuel-le-s condamné-e-s en France entre 1964 et 1966.

4 Selon l'expression de Bryan Magee dans « *Un sur vingt. Étude de l'homosexualité chez l'homme et chez la femme* », Paris, Robert Laffont, 1967.

5 Edouard Louis, « *En finir avec Eddy Bellegueule* », Paris, Seuil, 2014.

6 Jean-Louis Bory, « *Vivre à midi* », Paris, H&O Editions, éd. 2007 (1977).

7 Fred W. Thomson et Jon Bekken, « *The Industrial Workers of the World: Its First 100 Years* », Cincinnati, IWW, 2006 (la citation se trouve page 211).

Une analyse de la droitisation du champ politique

PAR MICHAEL LÖWY

Luc Boltanski est un des plus importants sociologues de langue française et un des rares à ne pas cacher son engagement critique (et anticapitaliste !) Ce petit livre, rédigé en commun avec Arnaud Esquerre, apporte une contribution précieuse à la réflexion et au combat antifascistes (même si ce terme ne figure pas dans le livre).

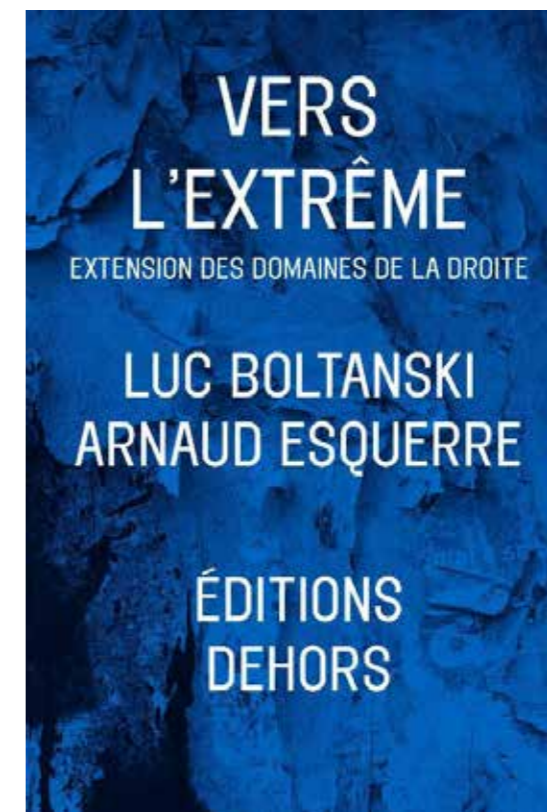
Le point de départ est un diagnostic impitoyablement lucide de la situation politique en France aujourd'hui : l'initiative appartient entièrement à une droite fascinée par ses extrêmes, face à laquelle la gauche semble paralysée et incapable de réagir. Une droite où se mélangent la contre-révolution sexuelle catholique et le nationalisme xénophobe, des conservateurs réactionnaires et des « républicains » laïques, des travailleurs menacés par le chômage et des bourgeois inquiets pour leur patrimoine, autour d'un thème commun : la sacro-sainte « identité ».

Une identité prétendument menacée par les étrangers, les homosexuels, les immigrés, les Roms, les Juifs et, surtout, les musulmans : l'islamophobie tend à remplacer l'antisémitisme dans le discours raciste – même si l'on observe une réactivation du premier dans les tentatives d'un triste comique à la quenelle d'identifier le « système » aux Juifs. Les discours islamophobes reprennent d'ailleurs tous les clichés antisémites de l'Action française des années 1930 : « ils sont partout » et complotent contre « nous ». Dans ce type de discours réactionnaire, véhiculé par les penseurs de l'extrême droite, mais relayé par les médias, la « question religieuse » (l'Islam) écrase les questions économiques et sociales, dans une sorte de théologie politique identitaire néfaste.

Prétendant dépasser « la vieille opposition droite/gauche » (Marine Le Pen) – reprise d'un vieux mot d'ordre de la droite « révolutionnaire » des années 1930 –, le Front national détourne des thèmes empruntés à la

gauche : critique du néolibéralisme et des politiques dictées par Bruxelles, défense du « peuple » contre « l'oligarchie » et le « système », etc. L'extrême droite arrive ainsi à influencer les manières ordinaires de penser, de parler et d'écrire, le « cela-va-de-soi » de l'opinion « raisonnable », bref à imposer la clôture du champ de la problématique acceptable.

Face à la montée en puissance du FN – qui se paye le luxe de se doter, à sa droite, d'une droite plus extrême encore (les agités du « Jour de Colère »)



Luc Boltanski, Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême. Extensions des domaines de la droite*, Editions Dehors, 2014, 75 pages, 7,50 euros.

–, on observe une dérive panique vers la droite dans l'ensemble du monde politique, une sorte de sauve-qui-peut qui ne fait qu'accroître la déroute qu'il voudrait retarder. Aussi bien la droite que la gauche de gouvernement réagissent à cette menace par des glissements successifs à droite, croyant pouvoir limiter la poussée en l'accompagnant. La droite dite « républicaine »

finit par adopter les « valeurs » de la droite xénophobe, tandis que le Parti socialiste tente d'occuper la place du centre-droit, avec une gestion capitaliste qui se veut exemplaire au regard des critères des banques et des agences de notation. Non sans quelques glissements du côté du racisme, avec la campagne de Manuel Valls contre les Roms.

ET L'EXTRÊME GAUCHE ?

Quant à l'extrême gauche (nos auteurs n'explicitent pas quelles forces politiques ils définissent par ce terme), son bilan n'aurait rien de reluisant. Absence quasi totale d'idéologie, d'analyses, d'actions, passivité, abandon du présent au profit du passé et d'un avenir lointain. Pire encore, une tendance au « suivisme par rapport à une base qui tend à lui échapper, à mesure qu'elle glisse, elle aussi, presque insensiblement et presque innocemment, sinon inconsciemment, vers la droite » (p. 62). Ce jugement semble un peu rapide, et même, à certains égards, passablement injuste...

Par contre, Boltanski et Esquerre ont mille fois raison d'insister sur le besoin urgent, pour l'extrême-gauche – avec laquelle, malgré tout, ils sont en empathie – d'intensifier la critique du capitalisme dans ses formes actuelles (suite à la crise de 2008), tout en développant des analyses novatrices, par exemple sur la composition présente du « peuple », en prenant en compte la diversité de ses origines. Ou alors, et cela semble particulièrement important, sur l'urgence d'un renouveau de l'internationalisme qui, dans des conditions non moins difficiles que celles que nous connaissons actuellement, a fait la force et l'éclat du mouvement ouvrier.

Ni étude d'experts « neutres », ni tribune politique au sens habituel, ce petit livre est un bel exemple d'analyse engagée, qui mérite d'être lu et étudié de tous ceux qui refusent de rester les bras croisés face à la « résistible ascension d'Arturo Ui » (pour citer une célèbre pièce de théâtre de Bertolt Brecht sur la montée du nazisme). □

AIR FRANCE

Une victoire gênante pour Gattaz et Valls

PAR LÉON CRÉMIEUX



Photothèque rouge/Milo.

Le gouvernement et la direction d'Air France auront eu beaucoup de mal à rendre impopulaire la longue grève des pilotes, tant auprès des autres salariés de la compagnie qu'auprès de la population. Et pour cause ! La première revendication des trois syndicats de PNT (personnels navigants techniques, les pilotes), SNPL, SPAF et Alter, était l'abandon du projet de création d'une nouvelle compagnie à bas coût (*low cost*), Transavia Europe, basée au départ au Portugal et en Bavière. Ce projet faisait partie d'un nouveau plan d'ensemble, annoncé début septembre par la direction du groupe Air France/KLM, « Perform 2020 ». Il est vite apparu comme une délocalisation d'activité, tant il est évident que le réseau qui aurait été celui de cette nouvelle compagnie aurait résulté d'un transfert de lignes aériennes au sein du groupe.

En quelques jours, la direction d'Air France, avec le soutien manifeste du gouvernement, est donc apparue comme voulant mettre en œuvre une triviale délocalisation de milliers d'emplois pour augmenter sa marge financière. En effet, au même moment, De Juniac, PDG du groupe, annonçait qu'il voulait obtenir rapidement, avec le plan Perform 2020, un ROCE (taux de rentabilité net d'impôts

des capitaux investis) de 11 %, alors que celui-ci culmine aujourd'hui à 3 %. Le PDG mettait en avant le développement de Transavia comme l'arme essentielle de la croissance du groupe, permettant d'accroître spectaculairement les résultats financiers. Il était aussi annoncé qu'un milliard d'euros serait consacré au développement du *low cost*, notamment à la création de Transavia Europe. Le projet global étant de passer d'ici 2017 de 44 à 115 avions moyens porteurs de type Boeing 737 chez Transavia, alors que dans le même temps la flotte analogue Air France passerait de 130 à 102 avions.

L'analogie est évidente entre ce projet et ceux réalisés ou en cours dans tous les secteurs de l'industrie française, synonymes de suppression de dizaines de milliers d'emplois. Elle a été utilisée par les pilotes eux-mêmes, lors de la manifestation du 23 septembre devant l'Assemblée nationale, quand ils ont arboré les pulls marinière chers à Montebourg par-dessus leurs uniformes.

Le combat contre la création de Transavia Europe concerne tous les salariés du groupe. Le point de départ (et le point d'arrivée) de la grève était l'exigence d'un contrat unique au sein du groupe Air France pour les PNT qu'ils soient sur des avions Air France,

HOP! (nouvelle filiale créée en 2013 par le regroupement d'activités régionales) ou Transavia.

Or, le problème est le même, et depuis longtemps, pour toutes les autres catégories d'Air France. Les fonctions d'hôtesse, de mécaniciens, d'assistants de piste, etc., pour les avions Air France sont déjà très largement sous-traitées. Cela explique d'ailleurs qu'avec des effectifs en baisse constante (10 000 salariés Air France en moins depuis trois ans, un emploi sur six a disparu), l'activité puisse connaître une croissance continue.

Le gouvernement Valls a d'abord joué l'intimidation. Il a mené une campagne haineuse contre la grève des pilotes « privilégiés et corporatistes », comme il l'avait fait il y a quelques mois contre celle des cheminots. Devant la force de la grève et craignant la contagion sur un thème très populaire, les socialistes ont pesé de tout leur poids pour que le projet Transavia Europe soit retiré... pour dans le même temps mieux réaffirmer leur soutien au projet Transavia France, lui aussi destructeur d'emplois stables et correctement rémunérés.

Un bras de fer à l'issue duquel des salariés en grève imposent la suppression d'un plan patronal... Quel mauvais exemple à l'heure du « pacte de responsabilité » ! □